

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

De l'Institution des Dépôts de Mendicité
et de ses Résultats
RÉFORMES PROPOSÉES

THÈSE
POUR LE
DOCTORAT POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

PRÉSENTÉE PAR
Camille ROIFF

Président : M. BERTHÉLEMY, Professeur.

Suffragants } M. CAPITANT, Professeur.
 } M. POLITIS, Agrégé.

L'acte public sera soutenu le 26 Avril 1912, à 3 heures

PARIS
IMPRIMERIE DES FACULTÉS DE MÉDECINE ET DE DROIT
OLLIER-HENRY

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26, (VI^e Ar^t). -- PARIS
(Anciennement 8, Rue Casimir-Delavigne)

1912

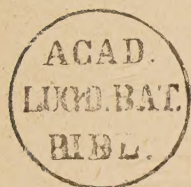
THÈSE

POUR LE

DOCTORAT POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

De l'Institution des Dépôts de Mendicité
et de ses Résultats
RÉFORMES PROPOSÉES



THÈSE

POUR LE

DOCTORAT POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

PRÉSENTÉE PAR

Camille ROIFF

Président : M. BERTHÉLEMY, Professeur.

Suffragants $\left\{ \begin{array}{l} \text{M. CAPITANT, Professeur.} \\ \text{M. POLITIS, Agrégé.} \end{array} \right.$

L'acte public sera soutenu le 26 Avril 1912, à 3 heures

PARIS

IMPRIMERIE DES FACULTÉS DE MÉDECINE ET DE DROIT

OLLIER-HENRY

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26, (VI^e Ar^t). == PARIS

(Anciennement 8, Rue Casimir-Delavigne)

1912

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

PREMIÈRE PARTIE

Les Dépôts de Mendicité

CHAPITRE I

Les dépôts de mendicité avant le décret du 5 Juillet 1808

Il faut remonter assez haut dans l'histoire de la législation française, à l'aube du dix-septième siècle, pour trouver les origines des dépôts de mendicité.

Pendant longtemps, les indigents n'avaient connu, de la loi, que des rigueurs. Ils étaient, le plus souvent, confondus avec les vagabonds et frappés des mêmes peines. Les épreuves que la France traversait depuis les croisades et qui s'accrurent avec la guerre de cent ans, y étaient sans doute pour quelque chose. Trop souvent, à la faveur ou au lendemain de ces luttes, des mercenai-

res sans engagement ou en rupture de service mettaient le pays en coupe réglée. Le gouvernement aux abois avait peu le loisir de faire une analyse minutieuse du mal et trouvait plus simple de soumettre à la même règle tous ceux qui passaient leur existence à errer et quêmander. Il faut reconnaître, cependant, que de tout temps, les vieillards et les infirmes furent exempts de châtimens. Témoin cette ordonnance de Jean le Bon, datée de 1350, que l'on peut considérer comme le premier acte important de législation sur cette matière : elle s'adresse « aux gens oiseux, aux joueurs de déz, ou enchanteurs ès rües, ou truandans ou mendiens de quelque état ou condition qu'ils soient, ayant métier ou non, soient hommes ou femmes, qui soient sains de corps et de membres. »

Les infirmes, pouvaient donc mendier librement. Quant aux valides, les édits royaux leur enjoignaient ordinairement de sortir de Paris, ou de se procurer du travail dans un certain délai. Les sanctions consistaient en l'emprisonnement, la mise au pilori, la stigmatisation au fer rouge, et le bannissement à temps ou à perpétuité.

Il est à remarquer que les dispositions prises ne s'appliquaient habituellement qu'à Paris. Ce n'est que par la suite qu'on en faisait bénéficier la province. Cette pratique se fera sentir pendant presque toute la durée de l'ancien régime, qui procéda rarement par mesures d'ensemble. Ecarter de ses yeux un spectacle désagréa-

ble, tel semblait, en réalité, l'unique désir du roi.

C'était là une législation bien rudimentaire et parfois barbare. En 1545, il se produisit une révolution profonde. François I^{er} apporta un principe nouveau qui est resté à la base de la répression de la mendicité ; pour triompher de celle-ci, il essaya d'une arme inusitée jusqu'alors : l'obligation au travail. Pour atteindre ce but, il organisa des ateliers publics où les indigents valides seraient employés et payés « comme s'ils besognaient aux ouvrages privés ».

Bien que cette ordonnance ne rentre pas strictement dans le cadre que nous nous sommes tracé, puisqu'il n'y est point encore question de dépôts, nous y insistons néanmoins, car elle marque le point de départ des conceptions qui font aujourd'hui plus que jamais autorité en la matière. Et l'on est même surpris de voir que certaines idées, données comme conclusions aux plus récentes théories de répression et d'assistance, et en partie méconnues sous le régime du code pénal, trouvaient déjà leur place dans la législation du XVI^e siècle. L'application des peines corporelles aux seuls réfractaires (ils étaient punis du fouet) montre bien que l'indigence n'était pas considérée comme un délit ; le gouvernement sentait déjà qu'avant de sévir, il fallait faire quelque chose pour les mendiants. Sans doute, il serait faux de faire découler cette pratique des mêmes principes que de nos jours. Depuis la fin du XVIII^e siècle, on parle de contrat social, de dette de l'Etat vis-à-vis de ses

membres ; au XVI^e siècle, il ne pouvait être guère question que de la bienveillance royale ; et de fait, dans les préambules de leurs édits, les monarques ne se font pas faute de signaler la bonté qui les penche vers les malheureux. Mais si l'on n'avait les principes, on avait quand même la chose.

En 1547, Henri II reprit les mesures de François I^{er}, qu'il compléta par une remarquable organisation de l'assistance aux indigents invalides. Elle présente les mêmes dispositions que la loi actuelle sur l'assistance, considérée comme un triomphe remporté par les idées de solidarité (1), et que les intéressés durent attendre jusqu'au 14 juillet 1905. L'ordonnance prévoyait l'assistance à domicile pour ceux qui avaient un foyer ; pour les autres, l'hospitalisation dans un asile.

C'était beaucoup d'avoir trouvé qu'il fallait occuper les oisifs. De là il n'y avait qu'un pas à trouver qu'il pouvait être bon de s'assurer de leurs personnes aux heures où ils ne travaillaient pas, afin de conserver une influence sur eux et de leur éviter un retour à la paresse.

L'expérience fit rapidement franchir ce pas, et le 20 août 1612, parut l'ordonnance qui créait les établissements dont procèdent nos dépôts. Ils s'intitulaient :

(1) « Aux invalides de l'âge et de la maladie, la société doit l'assistance, et ce devoir a été reconnu le 15 juillet 1905 par une des plus belles lois dont puisse s'enorgueillir la République. » (Rapport de M. Marc Réville à la Chambre sur la question du vagabondage. Documents parlementaires 1908. P. 2157).

Hôpitaux enfermés. Ils n'étaient ouverts qu'aux mendiants, des deux sexes, valides ou non, originaires de Paris, ou y habitant depuis très longtemps. Un délai était donné aux indigents natifs de province pour quitter la capitale, au-delà duquel ils étaient passibles de châtimens exemplaires. Ces hôpitaux devaient comprendre trois maisons destinées l'une aux hommes valides, l'autre aux femmes et aux enfans, la troisième aux invalides.

Le travail devait être obligatoire.

L'ordonnance recommandait principalement les ouvrages pénibles, dont elle indiquait quelques-uns : moudre du blé à l'aide de machines à bras ; scier des ais ; brasser de la bière ; battre du ciment. Ceux qui persistaient à mendier devaient être envoyés en prison.

Ces dispositions ne fonctionnèrent pas longtemps : cinq ou six ans au plus. Par manque de fermeté chez les directeurs d'Hôpitaux, ou par insouciance du pouvoir, la loi tomba complètement en désuétude, tandis que les guerres incessantes augmentaient chaque jour le nombre des mendiants.

Elle fut reprise dans un édit d'avril 1656, qui portait établissement pour Paris et ses faubourgs d'un Hôpital général pour le renfermement des pauvres mendiants. Celui-ci fut installé dans les locaux de la Pitié et ses annexes : le Refuge, Scipion, la Sanouërie et Bicêtre.

Hommes et femmes, valides et invalides devaient s'y rendre pour être employés à divers ouvrages, selon

leurs moyens. Pour les encourager, le tiers du produit de leur travail devait leur être remis.

Le régime intérieur était sévère : le gouverneur, en cas de désobéissance, avait un droit absolu de correction.

Ces dispositions emportaient comme conséquences l'interdiction complète, à tout le monde, de mendier en quelque lieu que ce fût. Il y avait pourtant une exception en faveur des religieux mendiants, des aveugles des Quinze-Vingts, et des enfants des Hôpitaux de la Trinité, qui pouvaient tendre la main aux portes des églises. Ceux qui ne rentraient pas dans ces catégories et qui étaient surpris à demander la charité, étaient, pour la première fois, punis du fouet ; en cas de récidive, les hommes étaient envoyés aux galères et les femmes bannies.

L'Hôpital général n'avait été créé que pour Paris. Cela provoqua l'invasion de la capitale par une armée de miséreux venus de tous les coins de la Province, et qui firent bientôt regorger les asiles. Aussi se décida-t-on, en 1662, à étendre au reste de la France le régime dont jouissait Paris.

Durant tout le règne de Louis XIV, ces principes restèrent fondamentaux de la législation des indigents. Mais les résultats demeuraient à peu près nuls, et le gouvernement semblait s'énervier de son impuissance à triompher de la mendicité. Il se lassa d'une douceur sans effets, et esquissa un mouvement vers des mesures plus sévères.

L'ordonnance du 23 mars 1680 donna au travail le caractère d'un châtiment. Elle prescrivait en effet que les mendiants devaient être occupés aux ouvrages les plus durs qu'ils pourraient supporter. La durée du séjour au dépôt était fixée à quinze jours, ou plus, suivant l'appréciation du directeur. Les récidivistes, étaient enfermés dans les mêmes lieux pour trois mois ; à la troisième arrestation, la détention était portée à un an ; à la quatrième, elle était à vie. Cela ressemblait beaucoup à une peine de travaux forcés.

Le sort de ceux qui s'échappaient étaient pire encore : ils étaient condamnés aux galères à perpétuité.

Ces rigueurs n'eurent aucune influence sur la diminution du nombre des mendiants. Les hôpitaux regorgaient, les rues en étaient infestées. Louis XIV résolut de profiter des travaux projetés d'embellissement et d'aménagement de Paris pour leur donner de l'occupation. L'édit du 13 avril 1685, sans apporter aucune modification à la législation d'alors, créa des ateliers nouveaux. Ce n'était pas des dépôts ; c'était une institution provisoire, un moyen passager de parer à l'insuffisance de ceux-ci. Mais la discipline et la surveillance étroites à laquelle on soumit les mendiants, remplaçait dans une certaine mesure la privation de liberté dont étaient frappés ceux qui peuplaient l'hôpital général.

Le roi commença par enjoindre aux mendiants étrangers à la capitale de retourner chez eux. Puis il prescrivit à tous les indigents valides d'aller s'enrôler à l'Hô-

tel-de-Ville, sous peine d'être enfermés pendant un mois à Bicêtre ou à la Salpêtrière.

A la deuxième infraction, les hommes seraient envoyés aux galères pour cinq ans et les femmes condamnées aux peines du fouet et du carcan. Interdiction était faite à ceux qui s'étaient enrôlés de circuler dans la ville pendant les heures de travail, sinon ils étaient mis au carcan. S'ils continuaient à mendier ils encouraient les mêmes châtimens que ceux qui ne s'étaient pas enrôlés ; de plus les femmes devaient être rasées et enfermées à temps à Bicêtre ou à la Salpêtrière.

Ces dispositions furent rappelées et confirmées par des édits postérieurs, les 12 octobre 1686, 10 février 1699 et 6 août 1709.

Louis XV conserva les Hôpitaux généraux, et rajeunit l'institution par l'édit du 18 juillet 1724. Il est curieux de constater que, dès cette époque, les vues en matière d'assistance s'élargissent considérablement. Officiellement, c'est toujours la bienveillance royale qui dicte les mesures prises en faveur des indigents ; mais on sent poindre la notion du droit à la vie. Le préambule de l'édit du 18 juillet 1724 affirme en effet très nettement la nécessité, pour pouvoir se montrer sévère dans la répression, d'enlever auparavant aux mendiants toute excuse de tendre la main.

Dans ce but, l'édit portait les dispositions suivantes :

Les mendiants valides doivent se procurer du travail dans les quinze jours, les invalides se rendre dans les

Hôpitaux les plus proches, où ils seront employés à des ouvrages appropriés à leur force.

Ceux qui, dans les quinze jours n'auront pas trouvé de travail, pourront se rendre aux Hôpitaux. Ils y seront groupés en équipes de vingt travailleurs et conduits à des chantiers de travaux publics. Ils seront admis à demander leur congé dès qu'ils auront trouvé un emploi.

Ceux qui quitteront les Hôpitaux sans avoir obtenu leur congé seront punis de 5 ans de galères.

Passé le délai de quinze jours, les mendiants arrêtés seront conduits de force dans les Hôpitaux pour y être retenus deux mois au moins ; les valides seront de plus mis au pain sec et à l'eau.

En cas de récidive, les invalides seront internés à vie, les valides pour trois mois au moins et marqués de la lettre M.

A la troisième arrestation, les femmes seront enfermées pour cinq ans au moins, les hommes punis du même temps de galères.

L'édit contenait enfin une innovation des plus heureuses. Tous les Hôpitaux du royaume devaient se renseigner mutuellement sur les individus internés afin d'être à même de distinguer les récidivistes des personnes intéressantes.

La dernière mesure d'ensemble prise par l'ancien régime fut l'édit du 3 avril 1764, développé par l'arrêt du Conseil du 2 octobre 1767. Celui-ci organisait dans chaque généralité un dépôt de mendicité placé sous la

haute autorité de l'Intendant et sous la surveillance immédiate d'un subdélégué.

Toutes les personnes arrêtées devaient être conduites devant le Procureur du roi qui déterminerait le caractère des délinquants : gens sans aveu, mendiants éloignés de leur domicile, mendiants domiciliés à moins de deux lieues du point de leur arrestation.

Les premiers seraient envoyés aux galères, ou incarcérés pendant le même temps dans une maison de force.

Les deuxièmes seraient internés dans un dépôt de mendicité et gardés de trois semaines à un mois, pour la première fois, de deux à trois mois en cas de récidive. Quant à ceux de la troisième catégorie, ils seraient renvoyés purement et simplement.

Cette législation était encore en vigueur quand la Révolution éclata.

Quels ont été les résultats de cette énorme accumulation d'ordonnances ? Leur nombre même nous l'indique. Il révèle une lutte désespérée et vaine contre un adversaire que rien n'abat. Dans un discours à l'assemblée constituante, le duc de la Rochefoucauld-Liancourt donne les raisons de ces échecs répétés :

« On feignait d'ignorer que les secours donnés par les Hôpitaux étaient insuffisants et que les dépôts étaient à peu près inutiles. D'ailleurs ces espèces de prisons manquaient souvent d'ateliers : alors la fainéantise y était obligée. Elle n'était pas beaucoup plus détruite dans les dépôts où il y avait quelques moyens de tra-

vail, car souvent celui qui était offert aux renfermés n'était analogue ni à leurs forces, ni à leur genre de vie, quelquefois même, il y était contraire, et rarement il était assez pénible pour devenir un châtimement. Enfin, un des plus grands inconvénients de tous était qu'en sortant d'un dépôt, un individu était rejeté dans la société sans ressources et peut-être moins bon qu'il y était entré. Il régnait en général dans les maisons un grand oubli, un défaut absolu de l'instruction morale si nécessaire aux pauvres et l'arbitraire dans le terme de la détention achevait de révolter contre les lois des hommes auxquels il importait si fort de les connaître et de les respecter. »

Depuis l'arrêt du Conseil du 2 octobre 1767 les dépôts avaient vu leur nombre s'accroître. Il y en avait une trentaine au lendemain de la Révolution. Celle-ci, par la loi du 16 mars 1790, confirma purement et simplement leur existence. Mais ce n'était qu'une disposition provisoire. L'Assemblée législative mit la question à l'étude. Le comité de vagabondage elabora un plan empreint d'un esprit très large ; il posa comme principe que le législateur n'avait le droit d'interdire la mendicité qu'après avoir mis l'indigent à même de gagner sa vie. Cette étude aboutit au vote, par la Convention, de la loi du 24 mars 1793, remaniée et complétée par celle du 24 Vendémiaire An II.

Les dépôts étaient supprimés. Les mendiants qui n'avaient pas encore subi de condamnation, n'étaient pas

enfermés. Le gouvernement créait pour eux des travaux de secours sur toute l'étendue du territoire ; c'était le système que François I^{er} avait inauguré en 1545 à Paris.

En offrant ainsi son appui aux mendiants, l'Etat se donnait le droit de les punir s'ils persistaient à vivre d'aumônes. Il ne pouvait plus être question de galères ni de fouet ; les idées d'humanité qui caractérisent le XVIII^e siècle avaient fait justice de ces procédés. L'assemblée révolutionnaire estima sagement que le véritable remède était le travail « seule peine raisonnable que l'on puisse infliger à la paresse ».

Elle créa donc des maisons de répression, avec travail forcé, qui n'étaient autres que des dépôts de mendicité à caractère pénal, pour mendiants endurcis. Devaient y être enfermés :

Les mendiants sans domicile (c'est-à-dire, suivant le code pénal, les vagabonds).

Ceux qui, bien qu'ayant un domicile, mendiaient dans les circonstances aggravantes, par exemple en bande, ou la menace à la bouche.

Ceux enfin qui, après avoir été arrêtés une première fois et relâchés, persistaient à mendier.

La durée de l'internement était d'un an, deux ans en cas de récidive.

Le tiers du produit du travail des détenus était acquis à ceux-ci. Tous les dix jours il leur en devait être remis une moitié ; l'autre était destinée à former un pécule que le prisonnier toucherait à sa libération.

L'effort de la Convention se borna au vote de cette loi. Les graves événements qui se déroulèrent à cette époque détournèrent l'attention du pouvoir central, et au début du XIX^e siècle, la situation était la suivante :

La plupart des dépôts avaient disparu devant la loi du 24 vendémiaire an II ; les maisons qui devaient les remplacer n'avaient pas vu le jour.

La mendicité avait libre carrière et se développa dans des proportions effrayantes.

CHAPITRE II

Le Décret du 5 Juillet 1808

Le danger de la situation ne pouvait échapper à Napoléon I^{er}. A son tour il s'attaqua au fléau. Pour en venir à bout, il pensa que le plus simple était d'enfermer tous les mendiants ; de la sorte on n'en verrait plus. L'empereur repoussait donc le système des ateliers de secours, comme trop peu énergique sans doute, et revenait au principe des dépôts de mendicité. L'expérience n'avait pourtant pas été heureuse ; mais Napoléon ne doutait pas que, dans ses mains l'instrument ne rendit de tout autres services. Il se flattait même de faire disparaître tous les mendiants pour le printemps suivant. Et, de fait, il ne retomba pas dans les errements de l'ancien régime. Il ne s'attarda point à des mesures partielles, créant des hôpitaux à Paris, négligeant la province, pour ne s'en occuper que plus tard, quand les événe-

ments l'y auraient obligé : Ce serait tomber dans une erreur, écrivait-il, que de vouloir envisager cet objet autrement qu'en grand ». Aussi décida-t-il, pour chaque département, la création d'un dépôt de mendicité, qui serait comme un centre d'attraction pour les mendiants de la région, les absorberait, et les rendrait à la société après en avoir fait des travailleurs. Sa conception était très libérale. « Les choses devraient être établies de façon que l'on pût dire : Tout mendiant sera arrêté. Mais l'arrêter pour le mettre en prison serait barbare et absurde, il ne faut l'arrêter que pour lui apprendre à gagner sa vie par le travail. »

Cette incarcération n'avait donc rien de répressif. Les dépôts étaient organisés pour procurer aux indigents le moyen de sortir de la misère. Le séjour y devait être obligatoire pour tous ceux qui étaient sans travail et sans ressources. Dans les quinze jours qui suivraient l'ouverture des dépôts de mendicité, les préfets devaient, dans chacune des localités de leur département, faire connaître l'existence de ces asiles par trois publications espacées de huit jours en huit jours.

Les mendiants avaient, jusqu'à la date de la dernière publication, le loisir de se rendre librement au Dépôt ; il leur suffisait, pour être admis, de présenter un ordre de translation, signé du sous-préfet ou du commissaire général de police (art. 28 du règlement du 27 octobre 1808).

Après ce délai, la police avait mission de les arrêter.

Mais quoiqu'ils fussent alors en contravention avec le décret, celui-ci ne leur infligeait aucune peine ; il se bornait à les envoyer de force au dépôt de mendicité.

Ce dernier ne devait pas ouvrir ses portes à toutes les catégories d'indigents ; les mendiants-vagabonds en étaient formellement exclus par l'article 5 du décret, qui prononçait leur envoi dans une maison de répression. Étaient surtout visés les ouvriers qu'un événement quelconque, maladie, chômage, avait jetés dans une détresse momentanée.

Mais entre ces deux catégories extrêmes de miséreux, entre le mendiant d'occasion et le vagabond, il y a le mendiant d'habitude, moins dangereux que le vagabond, moins intéressant que le mendiant par nécessité. Le décret n'en parlait pas mais leur situation était définie par la circulaire adressée le 27 octobre par le ministre de l'intérieur aux préfets : « ... Quant aux valides qui se livrent à la mendicité, on peut dire, pour la majeure partie, que c'est par esprit de fainéantise et d'oisiveté... Ainsi, dans la rigueur des principes, on pourrait, avec justice, les traiter comme vagabonds. J'estime, cependant, que toutes les fois que les pauvres valides ne s'éloignent pas infiniment de l'œil surveillant des autorités locales de leur domicile, ils ne doivent pas être traités si sévèrement que ceux qui cherchent à s'y soustraire. »

Donc, par une dernière mesure de bienveillance, les mendiants d'habitude qui ne dépassaient pas un certain

rayon autour de leur commune devaient bénéficier des dispositions du décret du 5 juillet 1808. Quant aux autres, ils étaient assimilés purement et simplement aux vagabonds et traités comme tels.

Les dépôts devaient abriter une autre catégorie de personnes : des vieillards, des infirmes et des enfants. Comme, à cette époque, ces déshérités n'étaient l'objet d'aucune loi spéciale, il était difficile de leur fermer les portes des dépôts. La circulaire du 8 octobre 1808 est très précise sur ce point.

Cette fraction d'internés, à l'entretien desquels le dépôt allait avoir à subvenir complètement ne devait pas être logée dans les mêmes locaux que les mendiants valides, appelés à fournir du travail. Celui-ci devait consister en divers ouvrages industriels. Les deux tiers de son produit devait faire retour à l'établissement pour le couvrir de ses frais d'hospitalisation. Le reste appartenait aux reclus.

L'internement n'ayant aucun caractère pénal, le traitement prévu était le même pour toutes les catégories d'internés : invalides et mendiants involontaires ou professionnels. Le règlement du 27 octobre 1808 établissait bien un régime spécial de pain sec et d'eau, mais c'était un régime de discipline intérieure, destinée à châtier les valides qui se refuseraient à travailler.

Sur la durée de l'internement, le décret et le règlement restaient muets : grosse lacune qui laissait la porte ouverte à l'arbitraire administratif, seul maître en

L'absence de texte de loi. On peut cependant trouver une manifestation des idées de l'empereur sur ce point dans le décret du 22 décembre 1808. Celui-ci, qui porte création du dépôt de Villers-Colterets, fixe la durée du séjour « à une année au moins, et jusqu'à ce que les mendiants soient rendus habiles à gagner leur vie par le travail ».

Napoléon était, on le voit, partisan des internements de longue durée, pour que l'œuvre de rénovation, de relèvement moral eût le temps de s'accomplir intégralement, pour qu'il ne restât rien du goût que le mendiant avait pu contracter pour la vie errante et désœuvrée.

CHAPITRE III

Fonctionnement de l'Institution, de 1908 à nos jours

Le décret du 5 juillet 1808, qui régit encore à l'heure actuelle les dépôts de mendicité, subit en 1810 une modification assez profonde, lors de la révision du code pénal. Napoléon avait assimilé aux vagabonds, justiciables des tribunaux, les mendiants professionnels qui se soustrayaient à la surveillance de la police locale. Il avait donné aux dépôts une population homogène en ce sens qu'il en avait écarté tous les individus entachés d'une condamnation.

Le Code pénal bouleversa ces dispositions. Il établit, ou plutôt, car en fait la chose est très difficile à réaliser, il tenta d'établir une distinction entre les vagabonds d'une part, et d'autre part, les mendiants, professionnels ou non. Les premiers continuèrent, comme par le passé, à ne relever que des tribunaux. Quant aux se-

conds, le Code les soumit en bloc, comme les vagabonds, à la juridiction pénale, et les plaça en outre sous le régime des dépôts. Bénéficiaient cependant d'une exception les invalides et ceux qui mendiaient pour la première fois dans un département où il n'y avait pas encore de dépôt, à condition qu'ils ne soient pas arrêtés hors du canton de leur résidence.

La mendicité devenait donc un délit même pour les mendiants involontaires, et le code introduisait dans les dépôts un élément plus ou moins corrompu, une population de repris de justice que le législateur de 1808 avait tenu à l'écart. Le Conseil d'Etat avait trouvé trop débonnaire la thèse de Napoléon 1^{er} : « Les dépôts de mendicité sont des maisons de secours et des asiles où les mendiants peuvent et doivent se retirer d'eux-mêmes, et où ils ne sont pas en détention. Si au lieu d'user de cette ressource ils continuent de mendier, il est juste de les punir ; en conséquence on leur inflige la peine de prison avant de les envoyer au dépôt. » (Séance du 19 août 1809).

Depuis 1810, le séjour au Dépôt est donc devenu pour les mendiants une peine complémentaire de celle de prison. Elle n'est pas prononcée par les tribunaux, c'est une mesure administrative.

Sans perdre de temps, l'empereur avait mis son décret en application, et dans les quatre années qui suivirent sa promulgation, la création de cinquante-neuf dépôts

fut décidée. En réalité, trente-sept seulement furent ouverts et appelés à fonctionner.

La chute de l'empire arrêta leur développement. L'esprit de réaction qui se manifestait contre tout ce qui rappelait le régime impérial s'exerça contre les dépôts de mendicité. Au surplus ceux-ci étaient loin d'avoir tous donné les résultats qu'on en attendait. Les services qu'ils avaient rendus n'étaient pas très sensibles ; un seul résultat était évident : c'est qu'ils coûtaient très cher. Une circulaire ministérielle du 7 novembre 1815 constate que leur administration avait été installée avec un luxe déraisonnable ; le nombre des préposés était exagéré, et ceux-ci faisaient, pour la plupart, preuve d'une coupable incurie. La difficulté de recouvrer les fonds affectés à l'entretien annuel des mendiants obligeait à restreindre le nombre des dépôts. D'ailleurs, un certain nombre, par suite des nécessités de la guerre, avaient déjà été désaffectés et transformés en hôpitaux pour les blessés, ou en casernes. Quelques mois plus tard, une nouvelle circulaire, du 17 mars 1817, invitait les préfets à examiner s'il y avait lieu de maintenir les dépôts ou de leur donner une autre destination.

La conséquence de cet état de chose fut que, de 1814 à 1828, 24 dépôts furent supprimés. En 1828, il n'en restait plus que 22 en activité. Sans doute, l'énergie de leurs directeurs, ou un heureux concours de circonstances les avaient protégés contre le mal dont se mouraient les autres, car de Villeneuve Bargemont se plaint

à constater qu'ils fonctionnaient bien et donnaient des résultats encourageants. Cela n'empêcha pas l'institution de périliter de façon lamentable, et l'on put croire un instant que le décret du 5 juillet 1808 allait tomber dans l'oubli.

En 1830, il ne restait que sept dépôts : à Saint-Denis et Villers-Cotterets pour la Seine, et pour la province, dans les départements de l'Aisne, de l'Ariège, de la Haute-Vienne, du Jura et de la Charente-Inférieure.

Par un singulier retour d'opinion, il se créa, entre 1830 et 1840, un courant assez marqué en faveur des dépôts, qui aboutit à une nouvelle mise en vigueur du décret de Napoléon.

L'Indre, le Loiret, en 1846, la Nièvre, en 1847, le Loir-et-Cher, en 1848, reçurent chacun un dépôt. En même temps, un certain nombre de départements, qui n'avaient pas été dotés de dépôts, furent autorisés par des décrets spéciaux à envoyer leurs mendiants dans l'établissement de tel département voisin. A cette fin, la Somme, l'Oise, le Pas-de-Calais, la Seine-et-Marne, en 1846, les Ardennes en 1847, la Marne en 1848, passèrent un traité avec l'Aisne. De même la Seine-et-Oise, l'Eure-et-Loir, dès 1846, l'Eure dès 1847, l'Orne dès 1848 entretinrent leurs indigents à Baugency où se trouvait le dépôt du Loiret.

Avec l'avènement du second Empire, ce mouvement de reprise allait recevoir une impulsion nouvelle. En 1851 on comptait 19 dépôts, 33 en 1855, 40 en 1870,

L'institution semblait devoir prendre enfin l'ampleur qu'avait voulu lui donner son fondateur, quand survint le changement de régime, et de nouveau elle se mit à végéter. Un certain nombre de dépôts ne tardèrent pas à disparaître, dans la Creuse en 1872, dans l'Ariège en 1875, dans l'Orne et l'Aveyron en 1876, dans l'Allier en 1880. En 1886 il n'en restait plus que 31 et dans les trois années qui suivirent, il en disparut encore deux. Encore ne faut-il pas trop faire fond sur les chiffres. Sur ces vingt-neuf dépôts combien n'existaient que sur le papier, celui de l'Hérault, par exemple, pour la création duquel fut inscrite au budget départemental une somme de 500 francs, et qui ne fut jamais construit. Certains fonctionnaient d'une façon illusoire, celui des Deux-Sèvres, entre autres, n'avait jamais servi qu'à garder pendant quelques jours les sans-travail en attendant qu'ils fussent rapatriés, et ceux qui venaient purger une condamnation pour mendicité.

Depuis cette époque, au milieu de quelques oscillations, le nombre des dépôts est resté à peu près le même.

En 1906, le ministre de l'intérieur fit une enquête sur les départements qui ne possédaient aucun moyen de lutte contre la mendicité. Les résultats montrèrent que 46 départements, c'est-à-dire plus de la moitié, étaient livrés sans défense aux exploiters de la charité. Quinze autres avaient passé des traités avec des départements pourvus d'un dépôt pour y envoyer leur indigents. Mais sur ce nombre il convient d'en retrancher deux, l'Orne

et la Somme, dont les traités conclus avec la Sarthe expiraient l'année suivante sans avoir été renouvelés.

Au surplus, ces conventions sont en général peu importantes et prévoient un très petit nombre de lits. Les plus sérieuses sont celles de la Seine-Inférieure (qui, depuis a fondé un dépôt), et celle de la Seine-et-Marne, qui entretiennent respectivement 70 et 60 lits au dépôt de l'Aisne. L'Oise entretient, également dans l'Aisne, une soixantaine de lits, mais le rapport préfectoral constate qu'ils sont peu occupés. La plupart des autres départements ne disposent que d'un nombre [de lits insignifiant ; l'Aube en a 20, la Meuse 10, le Nord 12, dans l'Aisne ; le Vaucluse a traité avec le Rhône pour 10 places, mais devant le peu de succès de cette tentative, le crédit affecté à l'entretien des pauvres, qui était primitivement de 2000 fr. a été réduit successivement à 1500 fr., puis à 250 francs.

De même, la Vienne ne destine à ses mendiants qu'un crédit de 500 francs, et encore n'est-il pas complètement absorbé. Une semblable parcimonie se manifeste dans les départements du Morbihan, de l'Ile-et-Vilaine et de l'Indre-et-Loire, qui ont traité respectivement pour 14, 10 et 4 lits avec le Loiret.

En somme, les traités sont à peu près inefficaces et les départements qui en bénéficient peuvent être placés au rang de ceux qui ne possèdent aucun moyen de défense. Il faut toutefois faire une exception pour la Meuse. A une enquête faite en 1895 par le Ministère de

l'Intérieur sur les mesures à prendre pour combattre la mendicité, cet heureux pays a répondu par l'organe de son Conseil général, qu'il était satisfait, dans la mesure du possible, de son traité avec le dépôt de Montreuil-sous-Laon. Et il lui a suffi, pour cela, d'entretenir 10 lits dans ce dépôt. C'est une consolation dans l'amertume des pénibles constatations que l'on fait partout ailleurs.

Cette enquête fait ressortir qu'un siècle environ après la promulgation du décret de 1808, le pays se trouve à peu près livré sans défense à la rançon de l'armée des mendiants. La grande conception de Napoléon 1^{er} se traduit par l'existence de 25 dépôts seulement. Mais il convient encore de déduire de ce nombre les dépôts de Brest et de Chambéry, qui sont communaux. Quant aux 23 autres, a-t-on du moins la satisfaction de voir qu'ils fonctionnent bien et qu'ils rendent les services qu'on en attend ? C'est ce que va nous révéler l'enquête à laquelle nous nous sommes livré.

CHAPITRE IV

Etat actuel des dépôts

En Juillet 1911, la liste des dépôts qui nous fut communiquée au ministère de l'intérieur, portait vingt-sept noms. Les départements qui possédaient ces établissements étaient les suivants : Aisne, Alpes-Maritimes, Dordogne, Doubs, Eure-et-Loir, Finistère, Gironde, Indre, Isère, Jura, Loiret, Lot, Mayenne, Marne, Meurthe-et-Moselle, Pas-de-Calais, Rhône, Haute-Saône, Sarthe, Seine, Seine-Inférieure, Seine-et-Oise, Tarn-et-Garonne, Haute-Vienne, Yonne.

Cette liste nous était d'ailleurs donnée sous toutes réserves, tant cette institution est considérée comme chancelante. Et de fait, l'examen des renseignements qui nous sont parvenus montre qu'un certain nombre de ces établissements n'ont de dépôts que le nom, et sont le plus souvent transformés en asile de vieillards.

C'est le cas du dépôt de Rabès (Corrèze) affecté aujourd'hui au service de la loi du 14 Juillet 1905 sur l'assistance aux infirmes.

L'asile de la Dordogne a toujours porté le nom, mais ne paraît pas avoir jamais joué le rôle de dépôt. Le département envoyait ses mendiants à Rabès, ce qui lui est impossible depuis le changement de destination du dépôt de la Corrèze.

A Châteauroux (Indre) le dépôt ne reçoit plus, depuis un certain nombre d'années, que des épileptiques, des infirmes et des vieillards.

Dans le Lot, un établissement a été créé à Cahors, mais il ne fonctionne pas car il ne dispose d'aucune ressource.

Le dépôt de la Sarthe a été supprimé en 1907 par suite du nombre infime de reclus volontaires ou condamnés qui s'y trouvaient. Il a été remplacé par un hospice départemental de vieillards.

Le dépôt de Neurey (Haute-Saône) a subi, en fait, le même sort.

Dans le Jura, le dépôt reçoit :

1° Les bénéficiaires de la loi du 14 juillet 1905 sur l'assistance aux vieillards.

2° Des pensionnaires à leur compte ou à celui de leur famille.

3° Les vieillards infirmes ou incurables des communes avec lesquelles le département a conclu des traités spéciaux.

4° Les bénéficiaires de l'assistance médicale gratuite, à défaut de place dans les hôpitaux communaux.

5° Les mendiants condamnés par les tribunaux pour vagabondage ou délit de mendicité. Au mois de janvier 1911, les quatre premières catégories, qui, en principe n'auraient pas dû trouver place au dépôt, présentaient une population totale de 333 hospitalisés ; la cinquième, zéro.

Le dépôt de l'Yonne n'assure plus que le fonctionnement de la loi du 14 juillet 1905. Il reçoit en outre quelques pensionnaires payants.

En Meurthe-et-Moselle un dépôt fut institué à Faulx, en 1891, et donna, dès le début, de très médiocres résultats. En 1894, le préfet déclara, à une séance du conseil général, que la population, très peu nombreuse d'ailleurs, était composée presque uniquement de récidivistes. Ceux-ci travaillaient assez activement durant leur détention, mais ce n'était que pour amasser au plus vite un pécule, et se livrer de nouveau, une fois élargis, à la paresse. Quand il ne leur restait plus rien, ils se faisaient reprendre. En somme, l'institution a complètement manqué son but. Aujourd'hui le dépôt a fait place à un asile de vieillards.

Quant aux dépôts qui fonctionnent encore comme tels, ils sont loin de tous donner des résultats encourageants.

Celui de Naugeat (Haute-Vienne) abritait, au mois de mai 1911, neuf mendiants, tous des condamnés, parmi

lesquels trois y étaient depuis deux ans, probablement en raison de leur état de débilité. On voit à quoi se réduit la population active du dépôt. Il est inutile d'ajouter que le travail n'y est pas organisé.

Le dépôt du Doubs a été créé en vertu d'une délibération du Conseil général en date du 22 août 1885, et dans le but de recevoir exclusivement les mendiants condamnés par les tribunaux pour délit de mendicité. Ce n'est donc qu'une application restreinte du régime institué par le décret de 1808, et modifié par le Code pénal.

Le nombre d'individus des deux sexes internés annuellement est d'une centaine ; il y en a en moyenne huit à dix en permanence à l'établissement. Ils sont employés suivant leurs aptitudes dans des ateliers de broserie, de chaudronnerie, de paillasonnerie, de lingerie, de blanchissage. Cette organisation est d'ailleurs restée à l'état rudimentaire et n'a jamais donné de résultats pratiques intéressants. Son seul avantage est de ne pas laisser les détenus dans le désœuvrement complet. Ajoutons que depuis 1903, le dépôt de Besançon n'a pas fonctionné en raison des travaux de reconstruction de l'asile départemental qui y est annexé.

Le dépôt de la Marne n'est guère plus fréquenté. Il comptait au début de juin 1911, 23 internés, dont 19 volontaires et 4 condamnés. Ces reclus sont occupés au service intérieur de la maison, à des travaux de jardinage, ou à des ouvrages exécutés pour le compte d'une fabrique de brosses.

A Albigny (Rhône) on ne reçoit que les mendiants condamnés. Ils sont employés aux services intérieurs et à quelques travaux agricoles. En raison de sa proximité avec une grosse agglomération urbaine le dépôt d'Albigny est assez peuplé ; le nombre des reclus varie de 120 à 140.

Il en est de même du dépôt de Nanterre, auquel la capitale assure une clientèle importante. Il y a quelques années encore, le département de la Seine envoyait ses mendiants au dépôt de Villers-Cotterets, dont la fondation suivit de près la promulgation du décret de 1808. Peu à peu, on en élimina les mendiants valides et aujourd'hui l'asile de Villers-Cotterets ne reçoit plus que des indigents de 70 ans et des infirmes.

Nanterre est ouvert aux condamnés et aux volontaires. Ces derniers sont divisés en valides et demi-valides ; il y a donc trois groupes distincts de mendiants, soumis chacun, quant aux conditions de sortie à des régimes différents : Les condamnés sont retenus jusqu'à ce qu'ils aient amassé un pécule de 20 francs. Les valides ne sont astreints à aucune condition de séjour. Ils ont des heures de sortie dont ils profitent pour chercher un emploi, et peuvent quitter l'établissement dès qu'ils en ont trouvé un. Quant aux demi-valides, ils font en général de longs stages au dépôt. Ils ne diffèrent pas beaucoup des assistés de la loi du 14 juillet 1905, si ce n'est qu'ils sont un peu plus que ceux-là à même de se livrer à des occupations faciles.

La population moyenne de la maison de Nanterre est assez considérable. Le 10 janvier 1912 les condamnés étaient au nombre de 149, sur 200 places disponibles, les valides et demi-valides 1777 sur 2040. Le quartier des femmes comptait, pour les trois catégories, 486 internées sur 674. Tout ce monde est occupé à divers travaux tels que celui de la reliure, de la fabrication des sacs en papier, de petits objets en fil de fer. Il n'y pas d'exploitation agricole.

L'établissement ne s'occupe pas du placement de ses pensionnaires, aussi est-il difficile de donner des indications sur les résultats moraux qu'il obtient.

Le dépôt de Beaugency, au cours de l'année 1908, a eu une population moyenne de 63 mendiants. Ce chiffre relativement élevé, si on le compare à ceux offerts par la plupart des autres dépôts s'explique en partie par ce fait que l'asile est alimenté par quatre départements : le Loiret, l'Indre-et-Loire, le Morbihan et l'Ile-et-Vilaine.

Le nombre moyen des mendiants envoyés au dépôt en 1908 par chacun de ces départements est le suivant :

Loiret.....	46
Indre-et-Loire	1
Morbihan....	3
Ile-et-Vilaine	13
	63

Voici le mouvement de la population au cours de cette même année :

Au 1 ^{er} Janvier il existait	57	mendiants
Il en est entré.....	123	
	180	
Il en est sorti.....	122	
Restaient au 31 décemb.	58	

Cet effectif se décompose ainsi :

Ile-et-Vilaine.	12
Loiret.....	43
Morbihan....	3

Le département d'Indre-et-Loire n'avait aucun pensionnaire.

Les détenus sont occupés à l'exploitation d'un jardin de 8 Hectares environ. Son rendement s'est élevé en 1908 à 4776 francs 36. Il a été vendu pour 2.302 fr. 41 de récoltes. Le reste a été consommé dans la maison. Les dépenses d'exploitation se sont élevées à 306 fr. 26 laissant un bénéfice net de 1.711 fr. 10, soit 210 fr. environ par hectare.

Le dépôt d'Arras, créé depuis 1858, ne reçoit plus de condamnés. Il est réservé aux individus peu valides, originaires du département, incapables de se procurer du travail, et exceptionnellement, aux étrangers au département, réellement dignes d'intérêt, souffreteux ou trop éloignés pour pouvoir, sans le secours du dépôt de mendicité, atteindre leur lieu de résidence.

Les vagabonds amenés au dépôt sont employés au cassage de cailloux pour le compte de l'administration des Ponts et chaussées. Ils y restent environ trois semaines et s'en vont avec un pécule d'une quinzaine de francs.

Le dépôt du Perron (Isère) jouit d'un régime quelque peu spécial. Il ne reçoit que des mendiants condamnés ; leur séjour est non pas limité au temps qu'il faut pour amasser un certain pécule, ni fixé au gré du directeur, selon que celui-ci a plus ou moins besoin de main-d'œuvre ; il est déterminé d'une manière fixe par le degré de récidive du mendiant.

Voici l'échelle des internements :

La 1^{re} peine est suivie d'un séjour de 4 mois au dépôt.

la 2 ^e	—	—	6	—
la 3 ^e	—	—	9	—
la 4 ^e	—	—	12	—

Au delà de la quatrième peine, les mendiants ne sont plus enfermés au dépôt, parce que considérés comme des incorrigibles dont le relèvement moral n'est plus possible.

La principale occupation consiste en travaux agricoles. Les nouveaux internés gagnent 0 fr. 30 et les récidivistes 0 fr. 20 par journées de travail. Le pécule qu'ils emportent est de trente francs environ.

L'effectif moyen est de quatorze pensionnaires, en général aussi peu intéressants les uns que les autres. L'asile ne possède aucun moyen de contrôler l'existence

de ses anciens pensionnaires, aussi est-il difficile de dire si le séjour au dépôt leur a été profitable.

Le dépôt d'Eure-et-Loir a subi une singulière fortune. Après avoir semblé devoir donner des résultats excellents il est aujourd'hui au même rang que les autres. La création du dépôt de Courville remonte à 1894. Primitivement, il ne devait recevoir que des condamnés et des infirmes. A la suite d'un remarquable rapport de M. Deschanel au Conseil général, il fut décidé qu'on annexerait au dépôt un atelier d'assistance par le travail. Ce sont des principes dictés par le plus pur bon sens qui présidèrent à la réorganisation du dépôt. Suivant les indications données par le préfet au Conseil général, les individus qui seraient admis à Courville seraient non plus des condamnés qu'on y conduirait menottes aux poings, mais des ouvriers sans travail qui se présenteraient spontanément; les ouvriers arrêtés qui paraîtraient mériter un simple renvoi au dépôt; enfin les détenus signalés par les gardiens-chefs comme pouvant s'amender, et qui consentiraient à aller à Courville attendre d'être placés.

Le dépôt devait être largement accessible à tous. Les travailleurs seraient constitués en équipes agricoles. On ne pouvait mieux les employer puisque les cultivateurs se plaignaient sans cesse de manquer de main d'œuvre.

Le nouvel établissement fut ouvert le 1^{er} janvier 1897. On réclama pour lui une déclaration d'utilité publique que le Ministère de l'Intérieur refusa, par hostilité con-

tre l'institution des dépôts. Les organisateurs de Courville, confiants en leur œuvre, insistèrent et obtinrent satisfaction le 21 octobre 1897. Les résultats de la première année justifiaient cet espoir : 179 assistés passèrent par les dépôts, y restant en moyenne 84 jours. Sur le nombre d'indigents admis, 34 furent, à leur sortie, pourvus de travail, 14 replacés dans leur famille, 1 engagé.

En 1898, le dépôt reçut 12 condamnés et 274 volontaires, dont 130 furent placés temporairement et 32 à titre définitif.

Le succès, on le voit, allait croissant, et dans son ouvrage : *Mendiants et Vagabonds*, paru en 1902, Monsieur Louis Rivière put citer le dépôt de Courville comme un établissement modèle.

Or, à l'heure actuelle, voici quelle est la population du dépôt :

Mendiants condamnés.... 0

Reclus volontaires..... 12

On a, paraît-il, jugé par expérience qu'il n'y avait rien à attendre des mendiants condamnés qu'un complément de peine ne fait qu'exaspérer. Quant aux reclus volontaires ils ne valent souvent pas mieux, et l'on n'en recueille plus que le nombre strictement nécessaire pour accomplir les plus durs services de l'établissement, qui n'est plus guère qu'un hospice.

La durée du séjour de ces mendiants est excessivement variable ; elle ne dépasse guère trois mois. Quand

elle atteint ce terme, les assistés emportent un pécule qui peut s'élever à 30 ou 40 francs.

Meilleure semble être la situation du dépôt de Grugny (Seine-Inférieure). Celui-ci, qui comprend cent lits, reçoit beaucoup plus d'assistés volontaires que de mendiants condamnés. La proportion de ces derniers par rapport à l'effectif total est de 1/80^e environ. Le régime est le même pour les deux catégories, ce qui, aux yeux du directeur de l'établissement, n'offre aucun inconvénient, la mentalité n'était pas différente dans les deux groupes.

Le travail est à la fois agricole et industriel ; il s'applique à l'exploitation d'une ferme de cinquante hectares, et de cinq hectares de culture maraîchère ; à l'entretien et à l'embellissement de la surface proprement dite de l'établissement, et de ses constructions ; enfin à la marche d'ateliers qui comprennent : cordonnerie, chaussonnerie, paillassonnerie, maréchalerie, serrurerie, charpente, menuiserie, charonnage, tôlerie, fumisterie, peinture, etc.

D'autre part, le dépôt fournit de temps à autre du personnel aux cultivateurs et aux entrepreneurs.

Le gain initial des travailleurs est de 0 fr. 15 par jour. Celui-ci s'augmente de gratifications légitimées par la conduite des assistés et la difficulté des travaux. Une partie de ce gain sert à la constitution du pécule. Celui-ci peut facilement atteindre vingt francs. Il s'élève rarement au double de cette somme.

En 1910 il y a eu 362 entrées. Les séjours se décomposent comme suit :

Ont séjourné moins d'une semaine 64 internés

—	—	de 2	—	65	—
—	—	3	—	65	—
—	—	4	—	35	—
—	—	de 1 à 2	mois	91	—
—	—	2 à 3	—	39	—
—	—	3 à 4	—	13	—
—	—	4 à 5	—	14	—
—	—	5 à 6	—	11	—

357

Evasions... 2

Décès..... 3

362

Sur ce nombre d'entrées, quatre seulement ont fait suite à des jugements de tribunaux correctionnels. Il ne faut pas se hâter d'en conclure que la situation morale doit être bonne. Pour une demande d'entrée digne de bienveillance, il faut en compter trois ou quatre provenant de paresseux et d'ivrognes. A cette catégorie appartiennent tous ceux qui n'ont fait qu'une courte présence au dépôt. En somme, pour la bonne moitié des assistés, l'un des buts essentiels du dépôt, qui est la constitution d'un pécule permettant d'affronter de nouveau les difficultés de la vie, n'a pas été, jusqu'à présent,

atteint. Le directeur espère néanmoins que la situation s'améliorera quand, avec le temps, (car le dépôt de Grugny est de création toute récente) l'élément paresseux pourchassé sans relâche, aura désappris le chemin de l'établissement.

Enfin, la constitution d'un comité de patronage pour le placement des reclus compléterait l'institution de la façon la plus heureuse.

Seul entre tous le dépôt des Petits-Prés (Seine-et-Oise) jette une note vraiment satisfaisante.

Créé en 1860, cet établissement reçut pendant longtemps, outre les assistés valides, condamnés ou volontaires, des indigents qui ne pouvaient être conservés dans leur famille et qui étaient entretenus aux Petits-Prés aux frais des communes; des pensionnaires payants; enfin des aliénés inoffensifs qui ne pouvaient être envoyés à Clermont faute de place. C'était, en un mot, le dépôt tel que l'ont connu la plupart des départements qui ont été dotés de l'institution.

Plus heureux que les autres, le département de Seine-et-Oise est arrivé à débarrasser son dépôt de ces trois dernières catégories d'individus en édifiant pour eux des bâtiments spéciaux. De sorte qu'aujourd'hui il ne reste plus au dépôt proprement dit que le personnel prévu par le code pénal et le décret du 5 juillet 1908.

Le nombre des places disponibles est d'une centaine. Voici le mouvement de la population au cours des années 1908, 1909, 1910.

1908	Effectif au 1 ^{er} janvier	43
	Entrés dans l'année	207
		250
	Sortis	178
	Restent au 31 décembre...	72
1909	Effectif au 1 ^{er} janvier	82
	Entrés dans l'année	234
		306
	Sortis	233
	Restent au 31 décembre...	73
1910	Effectif au 1 ^{er} janvier	73
	Entrés dans l'année	391
		464
	Sortis	379
	Restent au 31 décembre...	85

A la date du 10 février 1912, les reclus volontaires étaient au nombre de 22, les condamnés, de 49. Ils sont employés soit dans des ateliers industriels, soit à des travaux agricoles.

La durée du séjour est très variable. L'exeat n'est donné aux mendiants que s'ils possèdent un pécule de 10 fr. Les salaires varient de 0 fr. 10 à 0 fr. 15 par jour; la moitié de ce salaire sert à constituer

le pécule exigé ; l'autre moitié est versée en fin de mois aux assistés pour leur usage personnel. Un reclus peu valide, ne gagnant que 0 fr. 10 par jour, devra donc rester à l'établissement pendant huit mois. La durée moyenne des séjours varie entre quatre et six mois. Toutefois elle est considérablement abrégée pour les volontaires qui peuvent être employés aux travaux des champs. Ceux-ci sont confiés sur parole à des cultivateurs de la région. Leurs gains se relèvent alors sensiblement. Ils sont de 1 fr. 50 par jour pendant les mois de novembre, décembre, janvier et février, 2 francs en mars, avril, septembre, octobre, 2 fr. 50 en mai, juin, juillet, août. Comme la moitié de ces sommes reviennent aux intéressés, leur séjour au dépôt se trouve réduit à un temps très court.

Nous parlerons au chapitre suivant des résultats obtenus par cet établissement. Disons seulement ici que son directeur s'occupe, à titre officieux, du reclassement de ses pensionnaires, et qu'il obtient sur ce point de grandes satisfactions. Nous avons lu plusieurs lettres à lui envoyées par d'anciens détenus, qui témoignent, chez eux d'une moralité foncièrement bonne. Les uns lui écrivent pour lui exprimer leur reconnaissance, d'autres, qui lui ont confié une partie de leur pécule, lui demande de temps en temps une pièce de cinq francs.

Sans doute il faut se garder d'un optimisme exagéré, et croire que tous les mendiants ressemblent à ceux-là. Il en est d'incorrigibles qui, excellents sujets à l'inté-

rieur de l'établissement, aussitôt libérés oublient au fond d'un verre de vin leurs bonnes résolutions. Mais si peu nombreux soient-ils, les reclassements effectués montrent que l'organe de placement est le plus utile auxiliaire du dépôt.

Il nous a été impossible d'obtenir des renseignements sur les dépôts de l'Aisne, des Alpes-Maritimes, de la Gironde, de la Mayenne et du Finistère. Nous avons dû nous contenter des indications recueillies en 1906 par le ministre de l'intérieur.

Le dépôt de Montreuil-sous-Laon (Aisne) fondé en 1810 ne devait primitivement recevoir que des indigents, et des mendiants condamnés.

A la longue, il fut envahi par une foule de vieillards, d'infirmes, d'idiots, d'aveugles, qui, aujourd'hui, constituent l'élément le plus important de la population. Sur 771 pensionnaires recensés au 1^{er} janvier 1906, 83 seulement étaient des mendiants valides, dont quatre appartenant au département de l'Aisne, les autres aux départements de l'Aube, de la Meuse, du Nord, de la Seine-Inférieure, de la Seine-et-Oise ou de l'Oise. Tous d'ailleurs étaient d'anciens condamnés.

Au mois de Novembre 1906, le dépôt des Alpes-Maritimes, créé depuis peu de temps, n'avait pas encore reçu de pensionnaires. Signalons seulement le caractère nettement repressif que le Conseil général a entendu lui donner, en n'acceptant que des mendiants condamnés, et en les soumettant au régime pénitentiaire.

Sur le dépôt de la Gironde nous n'avons trouvé aucun document de date récente, ce qui laisse croire que le dépôt ne fonctionne plus.

Le dépôt de la Mayenne date de 1902 seulement. Au cours de l'année 1905 il a reçu 26 reclus condamnés, et 108 volontaires.

Au point de vue de la moralité, voici le pourcentage donné par le dépôt :

20 internés sont dignes d'intérêt.

47 sont insouciantes et incapables.

25 sont rebelles à toute amélioration.

8 sont dangereux.

Pour la bonne moitié la durée du séjour est inférieure à un mois. Très peu sont restés plus de trois mois.

Le dépôt du Tarn-et-Garonne, créé en 1858, est en réalité un hospice mis à la disposition des mendiants. Il n'a pas été en effet créé de toutes pièces conformément au décret du 5 juillet 1808, mais simplement annexé à un hospice préexistant, dont il a emprunté le règlement. Aussi les tribunaux du Tarn-et-Garonne se sont-ils toujours refusés à le considérer comme un dépôt et à appliquer aux mendiants, l'art. 274 du Code pénal. Il ne reçoit donc que quelques reclus volontaires.

L'établissement du Finistère figure à tort parmi les dépôts de mendicité. C'est un asile communal et non départemental. Il est réservé aux seuls indigents ou mendiants condamnés de Brest. En 1906 il y eut 85 internés.

Au même titre que ce dernier, on pourrait rattacher à la liste l'établissement de Chambéry. Celui-ci, de fondation privée, a été créé le 26 octobre 1822 par le comte de Boyne, et porte le nom de dépôt de mendicité, ou maison de Sainte-Hélène. Il contient 51 places d'hommes et autant de femmes. Jusqu'à l'annexion de la Savoie, il a gardé, suivant l'esprit de son fondateur, un caractère répressif. « Tout mendiant d'habitude sera prévenu de se rendre au dépôt de mendicité de Chambéry, et faute d'obtempérer il y sera contraint » (art. 10). D'autre part, l'article 8 réserve la jouissance de l'asile aux mendiants domiciliés à Chambéry ou dans 21 communes voisines.

La maison de Sainte-Hélène peut être considérée aujourd'hui comme remplissant la fonction de dépôt départemental, en tenant compte toutefois de la condition d'habitation, que la commission administrative a toujours maintenue malgré les efforts tentés pour en obtenir la suppression.

En résumé, sur 26 dépôts considérés à l'heure actuelle comme existants, il y en a un qui n'est pas un dépôt départemental, et dix qui ne fonctionnent pas du tout. Cela ramène à quinze le nombre réel des dépôts, mais encore convient-il de faire quelques restrictions. Le travail n'est organisé que dans quatorze, et dans la moitié environ de ceux-ci, la population est tellement réduite qu'on peut à peine compter ces établissements au nombre de ceux qui fonctionnent.

Tel est le triste bilan de l'institution. Aussi ne faut-il pas s'étonner que de toutes parts des voix se soient élevées pour la condamner. Le mérite-t-elle, pourtant ? Est-il exact de croire qu'elle ne pouvait rendre aucun service ? C'est ce que nous allons essayer de dégager, par l'examen des causes auxquelles on peut imputer son échec.

CHAPITRE V

Causes de l'échec des Dépôts

L'échec à peu près général des dépôts fait supposer qu'il existe des vices fondamentaux, inhérents au système même adopté, et qui, d'avance, vouaient celui-ci à la faillite. En ce sens, on invoque communément la confusion qui fut faite par le code des mendiants condamnés et des volontaires. Le contact des repris de justice ne pouvait plaire aux indigents demeurés honnêtes. D'autre part, la mauvaise réputation des uns devaient fatalement rejaillir sur les autres et nuire au placement de ceux-ci. Tout contribuait donc à éloigner des dépôts la partie la plus intéressante de leur population.

C'était, en outre, bien imprudent. Car il y a dans la promiscuité ainsi établie un danger redoutable de contagion morale. Il suffit parfois d'un mauvais conseil soufflé à propos, pour faire un vagabond endurci, peut-

être un malfaiteur, d'un malheureux déjà écœuré par les infortunes. Au surplus, l'une et l'autre de ces catégories de mendiants réclament des soins différents. Il faut pour les professionnels un véritable traitement moral, énergique et assez long, dont généralement n'a pas besoin le mendiant accidentel.

Celui-ci s'écarte moins que l'autre de l'homme normal et doit être traité comme tel. C'est donc une erreur que de réunir ces deux types de déclassés.

Tel est un des arguments classiques contre les dépôts.

Nous croyons, quant à nous, qu'on en a beaucoup exagéré l'importance. La différence n'est pas assez grande entre reclus condamnés et assistés volontaires pour que ces derniers se révoltent à l'idée d'une promiscuité plus ou moins étroite avec des mendiants qui ont passé devant les tribunaux. Que sont en effet ces derniers ? La plupart du temps, des ouvriers qu'un penchant irraisonné pour l'alcool écarte des chantiers et des ateliers et réduit à tendre la main. Il est peu probable que ce fait paraisse déshonorant à des mendiants accidentels, dont la culture morale n'est sans doute pas très développée, qui sont déprimés par les privations et enclins à toutes les indulgences, sur qui enfin une condamnation peut fondre à tout moment.

D'ailleurs, les dépôts qui reçoivent, ou qui ont reçu l'une et l'autre catégorie, comme ceux de l'Eure-et-Loir, de la Seine-Inférieure, de la Seine-et-Oise, sont d'accord sur

ce point. Les uns rabaissent les volontaires au niveau des reclus, les autres élèvent les reclus au niveau des volontaires, suivant qu'ils ont obtenu des résultats bons ou mauvais, mais tous se rencontrent pour leur attribuer une pareille mentalité.

Le directeur du dépôt des Petits-Prés nous a dit que que la marche de son établissement ne souffrait nullement de l'unité de régime établie. La seule mesure prise pour satisfaire le point de vue moral consiste en la séparation des dortoirs et la différence des tenues. Dans les ateliers et dans les chantiers, condamnés et volontaires sont mélangés et travaillent côte à côte avec le même entrain. Nous avons pu nous rendre compte par nous même qu'il n'y avait pas à faire de différence entre l'assiduité des uns et celle des autres.

Il faut reconnaître néanmoins, et c'est ce qui caractérise les reclus, que ceux-ci ont plus que les volontaires besoin d'être encadrés et soutenus ; abandonnés à eux-mêmes ils tombent plus facilement. Il s'ensuit qu'il leur est nécessaire de faire au dépôt un stage beaucoup plus long que leurs camarades.

Une autre objection courante contre ces établissements est qu'il y a de très grandes difficultés à y organiser le travail.

On acquit cette opinion de très bonne heure. Dès 1815 on constata que le rendement du travail était très faible et que, contrairement aux prévisions, il ne fallait pas compter sur lui pour subvenir aux dépenses des men-

diants. Les frais d'entretien s'élevèrent en effet à 250 fr. au lieu de 220. Il aurait pu difficilement en être autrement, prétend-t-on, en raison du peu d'aptitude au travail de ceux que l'on envoie habituellement dans les dépôts. Beaucoup ne savent ou ne veulent rien faire ; d'autres sont trop vieux ; ceux qui pourraient travailler ne trouvent pas toujours à l'employer selon leurs capacités. De sorte que l'on est réduit à leur faire accomplir des besognes simples, à portée de tous ; tels la fabrication de sacs de papier, de margotins, le cassage de cailloux, le triage de chiffons.

Tout cela ne produit que des bénéfices dérisoires ; l'établissement ne peut pas y trouver des ressources qui lui permettent de vivre, et de son côté le mendiant ne profite de son séjour au dépôt ni pour apprendre un métier, ni pour s'amasser des économies.

D'ailleurs, quand bien même les détenus seraient en état de travailler, il y a un obstacle qui s'oppose à l'organisation sérieuse du travail : c'est le souci de ne pas faire concurrencer au commerce et à l'industrie privés. Quant à l'impossibilité d'occuper les mendiants à des besognes de choix, nous croyons que c'est là une erreur complète. Il est peut-être téméraire d'exprimer une opinion qui va à l'encontre de la plupart des témoignages recueillis ; mais ce que nous avons vu au dépôt de Seine-et-Oise nous autorise à la manifester.

Depuis 1907, date à laquelle l'établissement a reçu une impulsion nouvelle, le dépôt de mendicité et l'asile

de vieillards qui y est annexé ont été complètement transformés par les internés eux-mêmes. Nous nous serions refusés à le croire si nous n'avions vu de nos yeux les mendiants à l'œuvre. Grâce à une intelligente initiative, l'établissement a été doté d'un certain nombre d'ateliers et cela sans occasionner aucune dépense supplémentaire au département, uniquement grâce à des économies judicieuses. Outre les ateliers, il y a un jardin potager, une exploitation agricole et une porcherie.

Cet outillage permet de donner aux mendiants les occupations qui leur conviennent le mieux et où ils peuvent en même temps se rendre le plus utiles. Le dépôt de mendicité arrive ainsi à se suffire presque complètement à lui-même ; l'asile départemental, de son côté, bénéficie dans une large mesure du travail des détenus.

On est profondément surpris quand on considère les résultats auxquels ces travailleurs de passage sont arrivés. Il faudrait un long chapitre pour énumérer les améliorations de tous genres qui ont été apportées par eux. Un parquet a-t-il besoin d'être refait, on profite de la présence d'un menuisier pour faire exécuter l'ouvrage. Veut-on remettre à neuf un bâtiment, il y aura, un jour ou l'autre, un maçon pour la crépir, un peintre pour la tapisser ou la couvrir de couleurs.

Par ce moyen, le directeur est parvenu à réaliser en quatre ans pour 125.000 francs d'améliorations. Ce sont les avenues et les allées du domaine qui ont été défon-

cées et empierrées à quarante centimètres de profondeur ; ce sont des terrains en contre-bas, ou mouvementés, qui ont été exhaussés ou nivelés ; ce sont des terres arides qui ont été amendées ; c'est une cour, triste et monotone qui a été transformée en pelouses gazonnées, agrémentées d'arbres et de bancs. Ces travaux ont nécessité des déplacements et des apports de terres considérables. Des centaines d'arbres fruitiers ont été plantés, des murs de clôture construits, des canivaux, des puisards aménagés ; la maçonnerie d'un ruisseau qui traverse toute la propriété a été refaite en entier, les tables des réfectoires ont été recouvertes de zinc, des grilles ont été forgées, montées et placées, des bâtiments ont été recrépis à l'extérieur, repeints à l'intérieur, les appartements du directeur et de l'économe ont été remis à neuf. Tout est propre, tout est gai, tout est riant, et tout cela est dû à la main d'œuvre de l'établissement. Il y a quatre ans, tout était sale, et d'un aspect lamentable. Nous en avons eu une idée en visitant le seul corps de bâtiment, un réfectoire d'hospitalisés, laissé (intentionnellement peut-être) dans l'état où il se trouvait en 1907, et qui est incroyable de vétusté.

A côté de ces importantes améliorations, une foule d'objets ont été acquis au dépôt grâce à l'habileté de certains pensionnaires : des placards, des tables, des voitures, des camions, des rouleaux, des brouettes, sont dûs aux menuisiers, aux charrons ; les plombiers et les ferblantiers assurent le bon fonctionnement des calorifè-

res, des gouttières, des ustensiles de cuisine ; ils confectionnent les seaux à charbon, les marmites, les baquets, les crachoirs, les grillages, les arrosoirs, etc. . . . Les porchers font valoir la porcherie avec le plus grand succès ; celle-ci a donné à l'établissement un bénéfice réel de 2.526 fr. 26 en 1908, 3.437 fr. 45 en 1909, 8.059 fr. 03 en 1910. Les ouvriers les moins habiles sont utilement employés aux travaux des champs. Les produits récoltés permettent de fournir en légumes le dépôt et l'asile ; il en est de plus vendu pour 3.000 fr, en moyenne chaque année.

Il faut enfin signaler le travail de bureau qui est fait par des reclus. C'est une économie annuelle de 8 à 10.000 francs. Les infirmiers de l'asile des vieillards sont de même recrutés parmi les hôtes du dépôt.

Ce court exposé des travaux qui se sont effectués et qui s'effectuent encore aux Petits-Prés indique suffisamment que l'activité y est grande. Ce qui nous a le plus surpris, c'est que nulle part, à l'intérieur du domaine, il n'y a de surveillant. Pour une population globale de 700 pensionnaires environ, il n'y a tout juste 4 surveillants, spécialement attachés à ceux qui travaillent à l'exploitation agricole. Quant à ceux qui sont répartis dans les ateliers ou le jardin, ils sont livrés à eux-mêmes et au cours de notre visite, il ne nous est pas arrivé d'en voir un les bras croisés. Partout nous avons trouvé la même bonne volonté. Certains internés sont même capables d'attentions délicates ; au moment où nous tra-

versions la forge, des ouvriers achevaient une grille. Quelques instants plus tard, comme nous arrivions sur un autre point du dépôt, le directeur constata que la grille, encore chaude du feu de la forge, était déjà en place, fixée. Il ne restait plus qu'à la sceller dans la pierre. Ces ouvriers pouvaient-ils plus discrètement, justifier les éloges que l'on nous faisait d'eux ? Nous avons vu encore un terrassier, amputé de la main gauche, qui maniait la pelle, dont il appuyait le manche sur son avant-bras, avec une ardeur digne de l'ouvrier le plus consciencieux.

Tous ces faits ne démontrent-ils pas que l'organisation du travail dans les dépôts est parfaitement réalisable ? Et, chose remarquable à signaler, sauf en matière agricole où elle est peu dangereuse, la concurrence ne s'exerce pas. Tout le travail se fait pour l'établissement. Au surplus, nous verrons, en étudiant les colonies de travail, ce qu'il faut penser de cet obstacle.

Ainsi l'on peut conclure que ce n'est pas non plus dans la difficulté d'organiser le travail que l'on doit chercher l'explication de l'échec des dépôts.

Pour nous, si les dépôts n'ont pas fonctionné, c'est dû, non pas à des causes profondes, à des tares originelles, mais uniquement à ce fait que le décret a été mal appliqué. L'institution était parfaitement viable, seulement on ne l'a pas mise à même de vivre. Là où l'on aurait dû apporter de l'énergie et de la continuité de vues, on ne montra que nonchalance et désintéresse-

ment. Il aurait fallu, pour obtenir des résultats, couvrir la France d'un réseau de dépôts complet, à mailles serrées, dont les mendiants n'auraient pu s'échapper, et veiller à ce qu'aucune déchirure ne s'y produisît. Il eût fallu, en un mot, appliquer le décret à la lettre et créer un dépôt dans chaque département. Au lieu de cela, on se contenta de laisser fonder de temps en temps, çà et là, quelques établissements. Ceux-ci végétaient, puis disparaissaient, tandis que d'autres prenaient naissance. De sorte que le plan de Napoléon ne fut jamais qu'ébauché.

Il en résulta que, lorsqu'un dépôt était créé dans un département, au lieu de devenir pour les mendiants un lieu de refuge volontaire ou forcé, il leur apparaissait simplement comme quelque chose de gênant, comme un épouvantail, et rien ne leur était plus facile que de l'éviter ; il leur suffisait de passer dans le département d'à côté.

Cela était d'ailleurs absolument conforme au but que se proposaient certains de ceux qui organisèrent des dépôts. Ainsi, quand le Conseil général des Alpes-Maritimes décida la création d'un dépôt, il le dota d'un régime très sévère, à seule fin d'éloigner les mendiants du département. Cette inapplication du décret a donc développé une sorte d'égoïsme chez les départements, qui, au lieu de voir dans les dépôts une institution humanitaire propre à restituer aux malheureux leur place dans la société, y ont vu uniquement le moyen de se débarrasser de fâcheux sur le voisin.

Cette indifférence des départements à créer des dépôts fut d'autre part encouragée par la permission à eux donnée de traiter avec les dépôts d'autres circonscriptions. Un plus grand nombre d'asiles auraient peut-être vu le jour, si l'on n'avait accordé aux départements ce moyen trop commode de satisfaire à la loi ; et bien que, au point de vue pénal, ces conventions eussent dû emporter la même conséquence que l'existence d'un dépôt, elles autorisèrent en réalité un grand relâchement dans la répression. Comment, en effet, traiter avec rigueur un individu arrêté pour fait de mendicité à Saint-Malo par exemple, sous prétexte que le département de l'Île-et-Vilaine a conclu un arrangement avec celui du Loiret ?

Comment obliger des malheureux sans ressources à faire deux cents kilomètres et plus pour se mettre à l'abri d'une condamnation ? Aussi beaucoup de tribunaux se refusèrent-ils à se faire les interprètes d'une loi aussi caduque, et prirent l'habitude de relâcher sans condamnation les prévenus qui leur étaient amenés. Il s'ensuit qu'on arrête de moins en moins les mendiants. Les statistiques signalent que 1/16 seulement sont déférés à la justice. Encore tous ne sont-ils pas condamnés.

Une autre cause contribua à écarter les valides des dépôts : ce fut l'encombrement de ceux-ci par les vieillards et les invalides.

Le règlement du 27 octobre 1808 prévoyait en effet que ces derniers devaient y être reçus. Mais il prévo-

yait aussi qu'ils devaient être placés dans des locaux distincts. Or ceux qui leur furent destinés, quand il y en eut, se trouvèrent insuffisants, et, comme on ne pouvait pas laisser des infirmes sans secours, force fut de les accepter dans les bâtiments réservés aux valides. Ceux-ci furent donc en grande partie éliminés.

On conçoit que dans ces conditions les dépôts ne pouvaient plus fonctionner normalement. Le plus grand nombre des internés étaient incapables de fournir un travail quelconque, ce qui mettait l'établissement dans une fâcheuse situation financière ; comme d'autre part, les places destinées aux valides étaient en nombre infime, on gardait ces derniers très peu de temps afin de pouvoir en admettre le plus possible ; or pour la plupart ces stages de courte durée était sans profit au point de vue moral ; de plus, ils ne leur permettaient pas de s'amasser des pécules suffisants pour pouvoir attendre un emploi ; à peine sortis du dépôt, ils devaient recommencer à tendre la main. Ou s'ils restaient longtemps au dépôt, ils en interdisaient par le fait l'accès aux autres indigents, pour qui l'institution était lettre morte.

La nullité des résultats obtenus poussaient les départements à supprimer ces établissements trop coûteux, alors qu'il aurait fallu au contraire les agrandir, pour permettre l'isolement des impotents, et rendre aux dépôts leur véritable destination et la plénitude de leurs moyens. Nous avons vu au chapitre précédent que c'est une mesure de ce genre qui a permis l'essor du dépôt des Petits-Prés.

Enfin le personnel dirigeant n'a peut-être pas toujours été choisi avec bonheur. Le dévouement, l'esprit d'observation, les qualités d'organisateur, ne se rencontrent pas chez tous les fonctionnaires. Tout cela est pourtant indispensable à qui veut conduire avec fruit un asile de mendiants.

Ces considérations nous amènent à conclure que, si les dépôts pris individuellement ont subi un lamentable échec, l'institution n'a pas pour autant, fourni la preuve de son impuissance. Nous croyons fermement au contraire, que, mieux dirigée, elle aurait pu rendre d'excellents services.

Quoi qu'il en soit, elle a dès maintenant vécu. Plusieurs projets de loi aspirent aujourd'hui à la remplacer. Aussi bien, elle était un peu étroite dans sa conception. On ne comprend pas pourquoi elle rejetait hors d'elle les vagabonds. Entre ceux-ci et les mendiants professionnels, la délimitation n'est pas facile à établir. Si tous les mendiants professionnels ne sont pas des vagabonds, dans tout vagabond il y a un mendiant. Une certaine communauté de régime, avec des degrés dans la sévérité semble donc s'imposer.

Les projets actuels présentent sur ce point plus d'unité et de logique.

DEUXIÈME PARTIE

Les Réformes Proposées

CHAPITRE I

**Comment se pose actuellement la question
devant le législateur. Les projets et leur principe**

Jusqu'à nos jours, le législateur s'est trouvé en face d'une armée d'indigents composée d'un triple élément : les infirmes, les mendiants involontaires, et les mendiants habituels.

Le premier était, nous l'avons vu, un gros obstacle au fonctionnement des dépôts. La loi du 14 juillet 1905 l'a supprimé en créant un régime spécial pour les vieillards invalides de 70 ans, et les personnes atteintes d'une infirmité ou d'une maladie reconnue incurable.

La tâche du législateur se trouve facilitée, d'autant :

Il n'est plus, désormais, qu'en présence des deux derniers groupes : mendiants accidentels et volontaires.

Trois propositions, celles de MM. Cruppi, Berry et Flandin, ont été, au cours de ces dernières années, déposées sur le bureau de la Chambre. Renvoyées devant la commission parlementaire du vagabondage et de la mendicité, elles ont été étudiées par celle-ci qui s'en est inspirée pour élaborer un quatrième projet.

Le principe fondamental sur lequel reposent toutes ces propositions consiste en une distinction très nette entre mendiants et vagabonds occasionnels, et mendiants et vagabonds professionnels. Ceux-ci sont coupables, ceux-là ne le sont pas : partant il faut à chacune de ces catégories des traitements différents. Mais, pour établir cette distinction, il est nécessaire d'avoir un critérium. Sur ce point, tous les auteurs de propositions se sont rencontrés pour adopter la même solution : c'est le travail qui doit être la pierre de touche, c'est par lui qu'on reconnaîtra le vrai du faux pauvre. Citons l'art. 2 du projet de M. Cruppi, qui définit en termes très nets le mendiant punissable :

Le mendiant punissable est celui qui, en quelque lieu que ce soit, sollicite la charité dans son propre intérêt et qui, étant apte au travail ne justifie pas avoir fait le nécessaire pour en trouver, ou bien a refusé le travail qui lui était offert.....

Le texte de la commission ne fait pas ressortir aussi catégoriquement l'innocence du mendiant accidentel.

Mais les déclarations du rapporteur, M. Réville ne laissent aucun doute sur ce point : « Si nous désirons interdire la mendicité et le vagabondage, cela ne signifie pas que, pour nous, ces deux états de fait soient par eux-mêmes et nécessairement des délits. Ne doivent tomber sous le coup de la loi . . . que les valides qui, volontairement vagabondent et mendient parce qu'ils ne veulent pas travailler. »

La séparation étant nettement établie, par quoi va-t-on, pour chacun de ces groupes, remplacer le dépôt unique ?

CHAPITRE II

Mendiants professionnels

A. — CELLULES ET COLONIES DE TRAVAIL

M. Cruppi est, de tous, l'adversaire le plus résolu des dépôts de mendicité. Il les supprime purement et simplement, sans les remplacer par aucune autre institution similaire. Il ne croit pas que le travail puisse rendre la dignité aux professionnels.

Le seul moyen de contenir ceux-ci, c'est de les intimider par la perspective d'un emprisonnement sévère. Il établit donc une échelle de peines rigoureuses pour les récidivistes : le premier délit est susceptible d'un emprisonnement de six jours à trois mois ; les suivants emportent des peines variant, avec le nombre des récidives, de trois mois à un an, de un an à deux ans, de

deux ans à trois ans, et de trois ans à sept ans. C'est simple et énergique.

Tout opposé est le projet de M. Berry. Celui-ci enlève au vagabondage et à la mendicité tout caractère délictuel. Il en fait de simples contraventions.

L'honorable député considère ce fléau comme un état de fait regrettable, et non comme un acte blâmable. C'est un mal dont souffre la société, qu'il serait dangereux de ne pas enrayer, mais dont on ne saurait rendre responsables des individus qui, au fond en sont les premières victimes. Le mendiant, même le plus endurci dans la paresse, à qui fait-il du mal en tendant la main ? C'est affaire entre lui et la personne à qui il s'adresse, et qui est bien libre de lui faire ou non l'aumône. Pour avoir prise sur cet individu, il faut recourir à un raisonnement détourné et dire : la mendicité est l'école du vol, quelquefois du crime ; d'autre part ceux qui pourraient travailler et qui vivent de la charité privent de ce qu'ils reçoivent les vrais malheureux. Il y a donc une œuvre de préservation à accomplir et un abus à faire cesser. Mais rien de cela ne légitime une peine de prison. Tout au contraire condamne celle-ci. Il est reconnu que les mendiants invétérés ne la craignent pas ; loin de là, quelques mois passés à l'abri des intempéries ne sont pas pour leur déplaire. Ils peuvent d'ailleurs y cultiver tout à loisir leur goût pour le farniente. L'on va donc diamétralement à l'encontre du but que l'on se propose. La peine de prison a un inconvénient plus

grave encore. Elle entraîne l'inscription au casier judiciaire. L'individu qui sort de prison frappé de cette inscription, s'il est encore animé d'intentions honnêtes, s'épuise en vains efforts à essayer d'entrer dans un atelier ; ceux-ci lui restent obstinément fermés et bon gré malgré, il va grossir l'armée des incorrigibles.

Il y a donc tout intérêt à supprimer l'emprisonnement. Ce qui doit le remplacer c'est l'internement dans une colonie du travail. Le travail est le vrai principe moralisateur, et lui seul est capable de rendre au mendiant sa dignité. La durée de l'internement doit naturellement varier avec les sujets. Certains n'ont besoin que d'une légère impulsion pour être remis dans la bonne voie ; on pourra abaisser pour eux la durée du séjour à une semaine. D'autres, qui ont grisonné aux portes des églises, où se sont trainés sur toutes les routes de France, ont besoin d'un traitement plus long ; ceux-là pourront être gardés jusqu'à cinq ans.

Mais dans une pareille agglomération, ce qu'il faut toujours redouter c'est la contagion des moins mauvais par les pires. Aussi sera-t-il indispensable de diviser les colonies en sections dans lesquelles les internés seront répartis suivant leur degré de corruption.

Entre les propositions de MM. Cruppi et Berry, qui vont aux solutions extrêmes, se placent le projet de M. Flandin et celui de la commission parlementaire. Les dispositions de ce dernier reflètent d'ailleurs fidèlement celles du premier, aussi les confondrons-nous

dans notre étude ; nous nous bornerons à indiquer au passage, s'il y a lieu, les points de détails qui les séparent.

Monsieur Plandin et la commission de la Chambre se rapprochent du système du code, en le perfectionnant toutefois. Ils maintiennent la peine de prison, sans y apporter grand changement. Comme le fait remarquer M. Réville, il s'agit bien moins d'augmenter la sévérité des mesures que d'organiser une répression mieux appropriée à la mentalité habituelle des mendiants de profession.

Les trois premiers délits (les deux premiers dans le système de la commission), sont punis d'un emprisonnement gradué, mais qui n'est pas, comme le prévoit l'art 274, suivi d'un séjour dans un établissement de travail forcé ; on espère que le mendiant peut encore se relever de lui-même. S'il se fait reprendre une quatrième fois (la troisième dans le projet de la commission) on est fixé sur son degré corruption ; il n'y a plus à temporiser ; à l'expiration de sa peine on l'envoie se refaire une autre mentalité dans une colonie de travail, où il restera de deux à sept ans suivant la gravité de son cas.

On le voit, il y a sur ce point une certaine analogie avec le système du code pénal, mais là se borne la ressemblance. Tandis que le code envoie au dépôt de mendicité une population mélangée, le projet de M. Plandin et celui de la commission ne donnent aux colonies que des pensionnaires réunis par une égale aversion pour le travail. Le milieu est donc plus homogène.

D'autre part, le code laisse en dehors des dépôts un nombre considérable d'individus, dont la place y est pourtant tout aussi bien marquée que celle des mendiants ordinaires, nous voulons parler des vagabonds, des vagabonds spéciaux, et de ceux qui, se rendant coupables de faits de mendicité ou de vagabondage dans des circonstances aggravantes, sont justiciables des articles 277, 278, 279 du code pénal.

Aux vagabonds ordinaires les deux projets appliquent les mêmes règles qu'aux mendiants. Les différences établies par le code sont supprimées.

Parmi les vagabonds spéciaux, les bonneteurs, c'est-à-dire ceux qui, même ayant un domicile certain, tirent leur subsistance de l'exercice sur la voie publique de jeux illicites, sont assimilés aux vagabonds ordinaires et punis des mêmes peines. Cette assimilation aggrave leur situation car, en vertu de la loi du 3 avril 1903, actuellement en vigueur, le délit n'existe que si le fait incriminé est habituel.

Quant aux souteneurs, dont le cas est jugé beaucoup plus grave, ils sont, dès la première récidive, envoyés dans une colonie pour une durée de deux à cinq ans.

Ceux qui relèvent des articles 277, 278, 279, c'est-à-dire ceux qui sont trouvés porteurs d'outils de cambriolages, ou d'une somme de cent francs dont ils ne peuvent expliquer la provenance, ou enfin qui ont exercé ou tenté d'exercer des voies de fait, sont traités plus promptement encore. C'est qu'ils sont sur le point de

devenir des malfaiteurs avérés ; le danger est imminent ; aussi leur première condamnation purgée, les dirige-t-on sur une colonie de travail. Toutefois, on estime que la sévérité de ce traitement permet d'abaisser la limite inférieure de la durée du séjour dans la colonie, qui est ramenée de deux à un an.

Enfin ces dispositions s'étendent à une catégorie de gens qui jusqu'alors échappaient habilement à la loi : les nomades. Quand on les inculpaient de vagabondage ils montraient leurs roulottes et quelques outils de rétamateurs ou de vanniers en disant : nous avons un domicile certain, et nous exerçons un métier. Les projets de M. Flandin et de la commission les soumettent à un contrôle administratif étroit. Toute infraction aux dispositions dont ils sont l'objet les constitue en état de vagabondage et les rend passibles des peines édictées contre ce délit.

En somme, les colonies de travail sont destinées à tous ceux qui tendent habituellement la main ou courent les routes. Seuls n'y sont pas admis ceux qui tombent sous le coup de l'art. 276 « les mendiants qui même invalides auront usé de menaces ou seront entrés sans permission du propriétaire ou des personnes de la maison soit dans une habitation ou dans un enclos en dépendant, ou qui feindront des plaies ou des infirmités, ou qui mendieront en réunion sauf le mari et la femme, le père ou la mère et les jeunes enfants, l'aveugle et son conducteur.

Considérés comme de vrais malfaiteurs, on leur applique la peine qui convient à ceux-ci : la prison.

Tels sont les projets. Ils traduisent les mouvements d'opinion qui se sont dessinés depuis quelques années dans les milieux qui s'intéressent à cette question. Le V^e Congrès international pénitentiaire, tenu à Paris en 1895, déclarait : la mesure la plus efficace contre les professionnels est l'internement prolongé en vertu d'une décision judiciaire, dans les colonies spéciales de travail. Les intéressés devront être libérés dès que, soit par suite de leur amendement, soit par suite de chances de reclassement leur détention ne paraîtra plus nécessaire.

Le VIII^e Congrès international pénitentiaire qui eut ses assises à Washington en 1910, maintient les mêmes résolutions. Il conseille en outre de « pratiquer une classification complète des détenus, séparant des autres ceux qui doivent être soumis à une discipline spéciale, et créant une classe pour les plus zélés, ainsi pour ceux qui ont une bonne conduite.

Un rapport au Conseil supérieur de l'Assistance publique estimait qu'il conviendrait de supprimer la peine préalable de prison pour lui substituer l'internement immédiat au dépôt, en vertu d'une décision judiciaire.

D'une manière générale, tous les criminalistes dénoncent la prison comme le remède le plus mal approprié au vagabondage et à la mendicité. C'est faire faire au condamné un stage funeste dans l'oisiveté. D'ailleurs,

il retrouve là une compagnie qui lui est agréable et lui fait oublier ce que le régime peut avoir de sommaire. Et puis l'hiver, il faut bien qu'il s'abrite quelque part, et peu d'endroits lui paraissent aussi propices que la prison. Dans le nouvel et si intéressant ouvrage de M. Dubief, « *La question du vagabondage* », cueillons cette anecdote qui montre combien les chemineaux apprécient la prison aux mauvais moments de l'année :

Aux approches de l'hiver, certain tribunal de Normandie est saisi presque à chaque audience de poursuites contre les vagabonds coupables d'avoir lapidé les reverbères de la localité, et cela dans le but d'être incarcérés dans la maison d'arrêt du chef-lieu, qui jouit d'une excellente réputation dans ce monde particulier. « Pourquoi venez-vous ici briser des lanternes ? demandait le président à l'un des prévenus. — Parce que c'est la spécialité de l'endroit », répondit naïvement celui-ci.

En voici une autre qui est encore plus suggestive et qui semble établir d'une façon péremptoire la supériorité des maisons de travail. Comme un mendiant réclamait à un président de chambre du tribunal de la Seine son « billet de logement » : « C'est entendu, dit le président, on va vous envoyer à Nanterre. — Ah ! non, répondit l'autre, en prison, pas à l'asile, sinon je vous préviens que je vais faire un sale coup. » Force fut de lui donner satisfaction.

Il est vrai qu'il est question, dans ce cas, de prisons communes. Bien moins populaires auprès des vagabonds

sont les prisons cellulaires. L'effet d'intimidation produit par celles-ci est beaucoup plus considérable. Aussi d'aucuns ont vu dans la mise des mendiants en cellule, le véritable moyen d'enrayer le fléau. Deux sociétés se sont fait l'écho de cette opinion : la Société Générale des prisons et la Société Internationale pour l'étude des questions d'assistance. En 1894, elles rédigèrent une note où elles préconisaient de remplacer l'internement dans un dépôt par l'emprisonnement en cellule, avec privation de vin et de tabac. Il suffisait en somme, pour venir à bout de la mendicité, d'appliquer la loi du 5 juin 1875 sur la transformation des prisons départementales. Celle-ci ordonnait la création de cellules pour les condamnés à une peine égale ou inférieure à un an et un jour.

Cette note fut, par la voie du ministère de l'intérieur, envoyée à tous les conseils généraux qui furent appelés, en 1895, à donner leur appréciation sur les moyens qu'elle proposait. Cinquante-quatre départements délibérèrent. Trente-six se bornèrent à donner acte de la communication, ou répondirent de façon incomplète. Deux seulement, le Jura et le Tarn-et-Garonne se montrèrent catégoriquement hostiles à cette solution, comme susceptible d'engendrer la démence.

Cette crainte paraît peu fondée. Le X^e Congrès international pénitentiaire a fixé les conditions dans lesquelles l'encellulement ne peut avoir une mauvaise influence sur la santé physique et morale. Ces conditions sont

les suivantes : Bonne organisation du travail professionnel. Fréquence des visites du personnel et des membres des œuvres de patronage.

Emploi aussi large que possible des exercices physiques.

Cette thèse s'appuie sur des expériences faites en Belgique et portant sur des encellulements d'une durée de dix ans. On pourrait donc appliquer sans appréhension cette mesure aux vagabonds et aux mendiants.

En face de ces deux départements qui repoussent l'encellulement, seize l'approuvent avec énergie. De plus une épreuve fut faite en ce sens dans le département du Pas-de-Calais.

Le Préfet, M. Alapetite, après entente avec l'administration pénitentiaire, décida que les mendiants et les vagabonds condamnés à plus d'un mois d'emprisonnement, subiraient leur peine à la prison cellulaire de Béthune. L'effet fut remarquable. En très peu de temps le département fut purgé de ses vagabonds.

Ainsi, relèvement moral et reclassement par le travail, intimidation et répression à outrance par la mise en cellule, voilà les deux courants qui se disputent l'opinion. C'est au premier que se rattache le projet de M. Berry, tandis que M. Cruppi s'inspire manifestement du second.

Les projets de M. Flandin et de la Commission de la Chambre des Députés concilient les deux tendances. Tout en faisant des colonies de travail le principal ins-

trument de lutte, les auteurs n'ont pas voulu abandonner toute idée de châtiment corporel. Dans son rapport, M. Marc Réville fait observer que ce n'est pas au moment où la population s'inquiète des progrès du fléau qu'il faut atténuer la sévérité des peines. La raison n'est peut-être pas très convaincante. Il n'est pas sûr que le temps passé en prison par le condamné ne soit pas du temps de perdu, et qu'il ne vaudrait pas mieux enfermer le mendiant tout de suite dans une colonie de travail, comme le demande M. Berry. Ce système qui fonctionne en Belgique depuis le 1^{er} janvier 1891 a donné des résultats édifiants. La maison de Merxplas reçoit directement les mendiants et les vagabonds incorrigibles. Aucune contravention n'est relevée contre ceux-ci, bien qu'ils soient internés par ordre du juge de paix. C'est ce dernier qui fixe la durée du séjour ; elle peut aller jusqu'à sept ans.

L'établissement est divisé en six sections, de moralité graduée, et n'ayant entre elles aucune communication. Le travail y est obligatoire pour tous ; les salaires varient suivant les sections. Le passage d'une section dans une meilleure constitue une récompense. Ce système si simple, dégagé de toute procédure longue et coûteuse a purgé le pays de ses mendiants, à tel point qu'en 1898, au congrès international des patronages délégués, un représentant belge a pu dire : le chemineau a disparu de Belgique. N'y a-t-il pas là, pour nous, une

éducation précieuse, beaucoup plus que celle qui résulte de la tentative faite dans le Pas-de-Calais ?

La disparition des mendiants et des vagabonds, à la suite de l'application du régime cellulaire à tous ceux qui vivent d'aumônes, ne prouve pas que ceux-ci se soient mis au travail. Il est beaucoup plus vraisemblable qu'ils ont transporté ailleurs le théâtre de leurs opérations ; dès lors, la mesure n'apparaît plus bien intéressante. Elle n'a réussi que parce qu'elle n'est pas appliquée dans les départements voisins. Que serait-il arrivé si tous les préfets avaient pris les mêmes dispositions ? Voilà ce qu'il serait utile de savoir. Il est probable que les cellules se seraient remplies, et que les détenus n'en seraient sortis que pour y rentrer, car l'intimidation et la repression, si sévères soient-elles, ne peuvent donner un métier à ceux qui n'en ont pas, et l'absence de métier voue fatalement au vagabondage.

B. — ORGANISATION DU TRAVAIL DANS LES COLONIES

DU TRAVAIL

Il ne saurait être question d'introduire dans les futures colonies la pratique anglaise du hard-labour. Il faut bannir au contraire toute occupation inutile et énervante. Il ne s'agit pas de faire travailler les détenus uniquement pour provoquer chez eux une dépense de force plus ou moins pénible. Ce qui importe c'est, en leur faisant sentir les avantages matériels et moraux du

travail, de leur en donner le goût. Dans ses vœux, le V^e Congrès international pénitentiaire disait : le travail, dans ces colonies, doit être envisagé non seulement comme moyen de répression, mais encore et surtout comme facteur de reclassement. Nous irons plus loin, et nous dirons qu'il ne faut pas donner au travail un caractère repressif ; cela serait profondément illogique. On est en face de gens qui fuient le travail parce qu'ils trouvent que c'est chose trop pénible ; ce serait un singulier moyen de leur prouver le contraire que de le leur imposer à titre de peine. Ne serait-ce pas les persuader que tous les travailleurs sont des condamnés à perpétuité ?

Le caractère que l'on doit s'efforcer de donner au travail des colonies est celui d'éducateur, de moralisateur. Pour cela il faut que ce travail soit productif. Le paresseux le plus invétéré ne pourra se défendre d'une saine satisfaction quand il contempera dans ses mains, avec étonnement, sans doute, l'objet qu'il vient d'achever, lui, l'incapable, le propre à rien, et qui lui a demandé un effort qu'il n'aurait jamais cru pouvoir soutenir jusqu'au bout. Lequel n'éprouvera une émotion salutare en voyant germer entre les mottes de terre qu'il a si souvent remuées, la graine qu'il a couchée, matière inerte, dans le sillon, et qui, par lui, vient à la vie ?

Autant que possible il faut donc éviter les besognes ingrates et fastidieuses auxquelles on s'est trop plu, jusqu'à présent, à occuper les mendiants dans les dépôts

où le travail avait un semblant d'organisation ; plus de fabrication de margotins, ou de sacs de papier, mais des travaux agricoles et industriels.

Les projets de réforme se sont peu appesantis sur ce point, laissant à un règlement d'administration publique le soin de le fixer après le vote de la loi ; mais monsieur le rapporteur du projet de la commission parlementaire, indique nettement que c'est dans cette voie qu'il faut s'engager. « Les travaux, dit-il, seront agricoles ou industriels suivant les régions ». Cela prouve que le législateur entend non pas créer pour les mendiants une industrie spéciale où ceux-ci seront occupés à des travaux dérisoires, mais bien puiser dans le milieu même où sera installée la colonie, les moyens de relèvement des internés.

Pour compléter ce programme, il faudrait également tenir compte des aptitudes des individus. On ne peut évidemment les mettre à l'épreuve pour se rendre compte s'ils réussiront mieux dans l'agriculture ou dans les ateliers, mais parmi eux, il y en a qui ont eu un métier, et qui se souviennent de ce qu'ils ont su faire. Eh bien ceux-là, au lieu de les répartir dans les colonies au hasard du lieu de leur arrestation, qu'on les envoie dans les établissements où ils retrouveront leurs anciens outils. Ils ne tarderont pas à regagner leur dextérité d'autrefois. Rien ne serait plus décevant que de les mettre en face de tâches qui leur sont totalement inconnues. L'expérience a montré que, arrivé à certain âge, l'homme

qui a eu un métier ne s'assouplit plus facilement et se montre rebelle à toute éducation nouvelle.

Cette répartition sera d'ailleurs facile à faire dans les colonies où l'on fera place à la fois aux travaux agricoles et aux travaux industriels. La commission parlementaire préconise, chaque fois que la chose sera possible, cette solution qui permettra, dans une large mesure, à l'établissement de vivre de ses propres ressources.

A l'égard de ceux qui n'ont jamais exercé de métier, on ne sera pas embarrassé pour le choix d'une colonie. A part ceux à qui leur faiblesse interdira les travaux pénibles, ils trouveront leur placé partout. Mais partout aussi, il devront trouver le métier qu'ils n'ont pas. Le VIII^e Congrès pénitentiaire exprimait la résolution suivante : Dans ces maisons (les colonies) une importance particulière sera attribuée à l'apprentissage agricole et industriel, et la période de détention devrait être assez longue pour assurer un apprentissage complet...

Les durées d'internement proposées répondent pleinement à ce désir. En imposant aux condamnés des séjours de deux à sept ans, les réformateurs ont bien montré leur ferme intention de ne pas laisser les internés quitter la colonie sans avoir été convenablement armés pour l'existence.

Mais, dira-t-on, les colonies vont devenir de véritables ruches, et leur production sera-t-elle qu'elles n'en sauront bientôt plus que faire. Force leur sera d'en vendre une partie, et alors se pose l'éternelle question de la

concurrence. Les colonies ont la main-d'œuvre à bon marché et peuvent vendre leur marchandise à bas prix, ce qui est désastreux et décourageant pour les industries rivales. M. le Rapporteur de la commission répond à cette objection en disant qu'on emploiera principalement les détenus aux travaux que l'ouvrier français fait le moins volontiers, tels que : ouvrages de terrassement, construction de digue, extraction de pierres, cassage de cailloux. Le remède nous semble critiquable.

Certes, il ne faut pas placer les mendiants dans un paradis terrestre ; si la colonie est située dans un pays de carrières, et si les entrepreneurs manquent de bras, rien de plus naturel que de combler les vides avec des colons. Mais sous prétexte que le métier de casseur de pierres n'est pas agréable, il ne faudrait pas mettre tous les pensionnaires de la colonie à casser des pierres pour éviter ce mal aux ouvriers français. En se plaçant sur ce terrain, on reviendrait bien vite à la fabrication des sacs de papiers et des margotins. Il ne faut pas oublier que l'on se trouve en face d'individus qui ont perdu depuis longtemps ou qui même n'ont jamais eu l'habitude du travail ; ce que l'on cherche, c'est faire naître en eux l'amour de ce travail ; il ne faut donc pas commencer par les en dégoûter. Du reste, de telles occupations ne donneraient pas un métier à ceux qui n'en ont pas, et leur passage à la colonie ne leur servirait pas à grand'chose. Ce qu'à la rigueur on pourrait faire, et qui permettrait de concilier le système de M. le Rapporteur

avec la nécessité d'organiser dans la colonie un travail attrayant (la formule de Fournier ne serait pas déplacée ici), ce serait, parmi les ateliers aménagés dans une même colonie, d'en consacrer un ou deux à des occupations peu recherchées des ouvriers libres. Les moins bons sujets seraient placés dans ces ateliers et l'attrait qu'exerceraient sur eux les ateliers mieux partagés leur seraient un stimulant.

Bien meilleure nous paraît une autre idée de M. Réville, qui consiste à faire fabriquer par les internés une partie des fournitures qui sont nécessaires à l'Etat. Celui-ci a besoin de chaussures, de vêtements pour ses soldats ; il lui faut des tables, des bancs, des chaises, pour ses écoles et ses bureaux, des roues pour ses voitures. Tous ces objets, ce sont les contribuables qui les payent ; ce sont eux aussi qui supporteront les frais d'application de la loi ; en faisant fabriquer par les mendiants une partie des fournitures dont l'Etat a besoin, il se produira une compensation équilibrable au profit de la société.

Cela suppose évidemment une habileté que les détenus ne posséderont pas tous. Mais il faut se dire que certains d'entre eux resteront dans la colonie jusqu'à sept ans ; les plus favorisés y séjourneront deux ans (sauf libération conditionnelle, mais ceux qui en bénéficieront connaîtront précisément un métier). Dans un pareil laps du temps n'est-il pas possible de faire de tout ce monde d'habiles ouvriers ? N'oublions pas que

des ateliers d'apprentissage seront ouverts, où les internés pourront rester aussi longtemps qu'il sera nécessaire, avant de terminer leur temps dans un atelier modèle.

A côté de ces colonies à travail industriel, il sera bon de développer le plus possible les colonies agricoles. Tout en offrant l'avantage d'être beaucoup moins onéreuses que les précédentes, elles échapperont plus facilement au reproche de la concurrence ; Celle-ci s'exerce beaucoup moins en effet, qu'il s'agisse de main d'œuvre ou de denrées, dans l'agriculture que dans l'industrie. On pourra, dans cette voie, suivre très utilement les indications données par M. Flandin : Celui-ci réclame l'installation des colonies dans les régions qui demandent à être défrichées, ou dans celles qui souffrent particulièrement de la dépopulation. Si les paysans manquent d'ouvriers ; on n'a donc pas à craindre de faire à ceux-ci une concurrence déloyale ; et l'on peut espérer fixer au sol quelques uns des éléments de la colonie après leur libération.

On fera l'objection que, dans ces contrées rurales, on ne trouvera pas toujours, comme dans les villes, des locaux tout prêts à recevoir des habitants, et que, s'il faut attendre leur construction, c'est reculer l'application de la loi à une date bien problématique. Les projets de la commission et de M. Flandin prévoient ce cas et spécifient que, en l'absence de colonies, les internés seront mis provisoirement dans des prisons cellulaires et

employés à des travaux extérieurs. Mais point n'est besoin de recourir à un mode provisoire, qui, comme tous les provisoires risquerait de devenir définitif.

Pourquoi ne pas faire coucher, en attendant mieux les mendiants sous la tente ou dans des baraquements, comme les soldats dans les camps d'instruction ?

Grâce à ces pratiques, on peut arriver à réduire notablement la concurrence faite aux particuliers. Au surplus il ne faut pas s'exagérer le danger de celle-ci. Encore existerait-elle il ne faut pas la déplorer ni chercher outre mesure à l'éviter. Si tous les individus qui vont désormais manier la scie ou la pioche dans les colonies étaient lâchés dans la campagne ou dans les villes, leurs déprédations n'occasionneraient-elles pas à la société un plus grand dommage que la concurrence plus ou moins active qu'ils pourront faire en travaillant ?

Si enfin, ces gens étaient d'honnêtes travailleurs au lieu d'être des vagabonds, la concurrence n'existerait-elle pas ? Est-il admissible qu'une partie de la population escompte la paresse de l'autre pour avoir des conditions de vie plus faciles ?

Il ne faut pas que la perspective de la concurrence fasse échec au développement des colonies. Si elle se présente, il faudra la subir comme quelque chose d'inéluctable. Tout ce qu'on peut exiger d'elle, c'est qu'elle soit loyale. Les projets de loi de M. Flandin et de la commission parlementaire, qui sont les seuls à envisager cette question, donnent toute garantie sur ce point.

L'article 282 nouveau stipule que, quand des détenus seront employés au dehors, leur salaire sera égal à celui des ouvriers de la région. L'on ne pourra donc pas accuser la colonie d'avilir le taux des salaires. Quant aux objets susceptibles d'être vendus, si les textes n'en parlent pas, M. le Rapporteur supplée à ce silence en disant qu'ils seront offerts non à des tarifs spéciaux à l'établissement mais aux prix normalement établis sur le marché.

Le gros obstacle de la concurrence semble donc surmontable. Il en reste un, non moindre, qui est de faire travailler cette masse d'oisifs. Cela semble difficile. Pourtant les faits montrent que la chose est réalisable. Si, livrés à eux-mêmes, les mendiants et les vagabonds n'ont pas l'énergie de supporter ce qu'il y a de pénible dans le travail, ils peuvent, par contre, fournir un effort sérieux quand ils sont bien dirigés et fermement soutenus ; ils ne sont point aussi inaptes qu'on le dit trop souvent, les expériences faites à l'étranger en témoignent. La Commission parlementaire, qui étudia sur place l'institution Belge, a été très surprise de voir avec quelle activité travaillaient, à l'asile de Merxplas, ces individus qui, libres, seraient peut-être incapables du moindre effort.

Ce fait n'est pas spécial à la Belgique ; nous-même l'avons constaté au dépôt de mendicité de Seine-et-Oise.

D'ailleurs il y a des moyens d'exciter le zèle au travail.

des internés. Dans l'intéressante communication qu'il nous a faite, le directeur du dépôt de mendicité de Grugny (Seine-Inférieure) nous indique les procédés par lesquels il s'efforce de provoquer la bonne volonté de ses hôtes, et qui lui réussissent assez-bien ; à l'ordinaire des mieux disposés il ajoute, de temps à autre, un verre de vin ; ceux qui travaillent avec ardeur bénéficient de gratifications qui viennent grossir leur pécule. Par exemple, pour l'extraction de cailloux un bon ouvrier touchera en plus de sa journée normale, qui est en l'espèce de 0.15, une prime de 20 ou 25 centimes par mètre cube, selon la difficulté du travail.

La perspective de gagner plus d'argent agira doublement sur les mendiants : parce que, d'un côté, cette augmentation lui procurera des satisfactions immédiates ; une partie en effet de leur gain peut leur être remis périodiquement, ce qui leur permet d'apporter quelque adoucissement à l'austérité du régime de la colonie. D'un autre côté, cette augmentation rendra plus rapide la formation de leur pécule, et ce sera une excellente recommandation pour eux si un jour ils veulent demander leur libération conditionnelle.

La disposition de l'art. 282 modifié qui permet de confier les détenus à des cultivateurs ou à des entrepreneurs pourra être très utilement exploitée pour susciter leurs efforts. Il faut noter que cette faveur ne sera jamais accordée aux souteneurs, qui ne pourront être

occupés qu'à des travaux effectués à l'intérieur de l'établissement.

Il est à espérer que ces divers encouragements suffiront à pousser dans la bonne voie la majeure partie des internés. S'il en est qui se montrent systématiquement rebelles, quelques mesures disciplinaires les ramèneront vite à de plus sages dispositions. La suppression du pécule, la mise au pain sec et à l'eau seront pour beaucoup une sanction suffisante. Dans son exposé des motifs, M. Georges Berry nous montre le prix que les mendiants de l'établissement hollandais de Weenhuisen attachent à la faculté de pouvoir aller chaque jour dépenser quelques centimes à la cantine. La crainte d'en être privés par leur mauvaise conduite suffit à les faire travailler sans murmures.

Enfin, si ce moyen était, auprès de certains, inefficace, il en reste un dernier, qui est appliqué en Belgique où il donne, paraît-il, des résultats merveilleux. Si un détenu se refuse au travail, on le met en cellule pendant huit jours et on le laisse dans l'inaction la plus complète. Il est rare qu'après deux ou trois jours, le puni ne supplie pas le directeur de le renvoyer à l'atelier. Ce système est tellement sûr que jamais, à Merxplas, il n'y a eu de récidiviste pour refus de travailler.

Mais tout cela suppose une dernière condition, la plus importante, sans laquelle les organisations les meilleures resteront impuissantes ; à chacun de ces établissements il faut une tête. Si parfaite qu'on la suppose,

l'institution vaudra ce que vaudront ceux qui seront appelés à la faire fonctionner. Les directeurs seront la cheville ouvrière de la loi, et les résultats de celle-ci dépendront du zèle et de l'intelligence avec laquelle ils l'appliqueront. La colonie de travail ne peut être, en elle-même, de par la nature de ses habitants, qu'un grand corps inerte. C'est à son chef à la galvaniser, c'est de lui qu'elle doit recevoir l'impulsion qui la mettra en mouvement ; c'est lui qui doit la faire vivre. Aussi, conviendra-t-il d'apporter au choix des directeurs un soin minutieux : écarter impitoyablement ceux qui cherchent une carrière de tout repos, ou ceux dont les mérites se comptent au nombre et à la qualité de leurs relations. Le mieux serait assurément de pouvoir mettre à la tête des colonies des hommes dévoués de cœur à la cause de la mendicité, des hommes qui ne se borneraient pas à s'acquitter de leur devoir en fonctionnaires corrects et ponctuels, mais qui apporteraient dans l'accomplissement de leur mission, le meilleur d'eux-mêmes, qui feraient leur la question du relèvement des malheureux, en un mot qui considéreraient leur carrière comme un apostolat. Nous reconnaissons qu'un tel recrutement sera difficile à effectuer dans un personnel administratif. Toutefois, la faiblesse du nombre des directeurs qu'il y aura lieu de nommer nous fait croire qu'il est possible de les rencontrer.

CHAPITRE III

Mendiants accidentels

A. — LES ATELIERS D'ASSISTANCE

A côté des professionnels de la mendicité, nous avons vu qu'il existait des malheureux que la malchance seule poussait à tendre la main. A ceux-là le législateur estime qu'il convient d'épargner tout châtiment, car on ne doit pas les considérer comme des délinquants. Mais est-ce là tout ce que l'on entend faire pour eux ? L'État juge-t-il suffisant d'affirmer leur non-culpabilité, ou se croit-il tenu envers eux à un devoir d'assistance ?

Sur ce point, le projet de M. Cruppi est muet. Après avoir pris soin d'établir une distinction très nette entre les mendiants d'occasion et les professionnels, il insti-

tue pour ces derniers un régime répressif très sévère et se contente de prononcer, pour les autres, un non-lieu. Il semble que M. Cruppi se soit surtout efforcé de mieux diriger la répression d'empêcher qu'elle s'égare sur ceux qui doivent équitablement y échapper. Son projet apparaît en quelque sorte comme le premier moment de la pensée du législateur frappé de l'imperfection d'une loi et à la recherche d'une solution meilleure; avant tout, il faut supprimer les injustices de la loi; c'est la première étape, c'est celle à laquelle s'est arrêté M. Cruppi. Ensuite, il faut chercher s'il est possible d'instaurer un régime plus doux, sur des bases nouvelles.

Cette dernière phase, M. Cruppi ne l'a pas indiquée, elle n'est pourtant pas absente de sa pensée. Quoiqu'il ne prescrive ni ne conseille en termes précis l'assistance par le travail aux indigents, un encouragement tacite au développement de cette institution se dégage des articles 2 et 13. L'article 2 énonce parmi les mendiants punissables ceux qui ont refusé le travail qui leur était offert soit par un particulier soit par une œuvre d'assistance publique ou privée. L'art. 13 dit que dans un département ou une commune où existera un établissement d'assistance par le travail, l'offre de travail pourra consister en écritaux, pourvu que ceux-ci soient placés en nombre suffisant.

Il ressort de ceci que pour faciliter le fonctionnement de la loi, et avoir prise sur les mendiants et les vagabonds, le gouvernement a tout intérêt à créer ou à pro-

voquer la création de maisons d'assistance par le travail.(1)

Plus catégorique est M. Berry, qui autorise expressément les conseils municipaux et les conseils généraux à voter des fonds pour organiser des ateliers communaux et départementaux.

Les personnes de la commune ou du département que le malheur accable n'auront qu'à se présenter dans ces maisons pour y trouver du travail, jusqu'au jour où elles pourront reprendre leur place dans la société. Aux yeux de l'auteur, les colonies de préservation sont aussi utiles que les colonies de répression qu'il organise dans le même projet. Quand la misère a chassé le malheureux sur la grand'route, il est déjà tard d'intervenir et d'essayer de le sauver. C'est faire œuvre plus profitable que de venir à son secours avant qu'il ait connu l'humiliation de tendre la main, et se soit habitué à sa déchéance.

Telle est aussi l'idée de M. Flandin et de la commission parlementaire. Ceux-ci entrent plus résolument encore que M. Berry dans la voie de l'assistance par le

(1) Le premier projet que M. Cruppi déposa devant la Chambre, le 25 janvier 1899, comportait en réalité un vaste système d'assistance comprenant l'assistance aux valides, dont il est question dans ce chapitre, et l'assistance aux vieillards et invalides, qui a fait l'objet d'une loi spéciale quelques années après, le 15 juillet 1905. Chaque département devait posséder une maison de travail pour les valides et une maison de retraite pour les vieillards. L'ampleur de ce projet, en raison des frais considérables que sa réalisation devait entraîner d'un seul coup, fit reculer la commission chargée de l'examiner. C'est ainsi que M. Cruppi fut amené à réduire son projet aux proportions plus modestes que nous venons d'étudier.

travail. Ils en rendent l'organisation obligatoire pour les départements. L'article 5, dans le projet de M. Flandin, l'art 6, dans celui de la commission parlementaire disposent : Il sera inscrit au budget ordinaire départemental une somme suffisante pour assurer dans le département le fonctionnement régulier de l'assistance par le travail.

Un autre paragraphe spécifie que les dépenses afférentes à l'organisation de l'assistance par le travail figureront au nombre des dépenses obligatoires prévues par les articles 60 et 61 de la loi de 1871.

C'est là une excellente mesure. Il faut imposer l'assistance aux départements, si l'on veut la faire fonctionner sérieusement. Si l'on se borne à des encouragements et des autorisations, une grande partie des départements éluderont la dépense, les uns pour des raisons budgétaires, d'autres, parce qu'ils voudront attendre les résultats des expériences tentées dans les régions voisines, d'autres encore parce qu'ils jugeront les moyens impraticables ou inefficaces.

Cette obligation posée, les auteurs entendent donner à la loi toute l'élasticité voulue, qui lui permettra de s'adapter plus facilement aux divers milieux. Aussi laissent-ils les conseils généraux libres d'organiser eux-mêmes des établissements publics départementaux, ou de se contenter de subventionner des établissements communaux ou même des établissements privés. Même latitude est laissée à ces établissements pour adopter un

régime à leur convenance. On peut en effet grouper les maisons d'assistance autour de trois types principaux : à internat, à externat simple et à externat surveillé.

Le premier système comporte l'hospitalisation complète de l'assisté. Celui-ci ne reçoit qu'une faible part du produit de son travail ; le reste est retenu par la maison pour se dédommager de ses frais de pension.

Sous le régime de l'externat libre, les assistés touchent intégralement le montant de leur salaire, et vont se procurer dehors le gîte et la nourriture.

Les externats surveillés tiennent le milieu entre les deux modes précédents. Les assistés vont passer la nuit dans les hôtels recommandés par l'œuvre, et prennent leur repas soit à l'établissement même, soit dans des soupes populaires en relation avec les maisons d'assistance.

B. — PRINCIPES GÉNÉRAUX D'ORGANISATION DE L'ASSISTANCE PAR LE TRAVAIL

Quel que soit le système adopté, il est intéressant de se demander quelles règles il est souhaitable de voir suivre dans l'organisation de l'assistance par le travail.

Nombre d'ateliers. — Ce qui apparaît tout d'abord, c'est que les ateliers doivent être créés en grand nombre. Cela pour deux raisons : la première est que, si l'on veut obtenir un résultat, il faut que les indigents puis-

sent facilement trouver une place dans une maison d'assistance ; or les indigents sont légion.

La deuxième est qu'il est très important de ne recevoir par atelier qu'un petit nombre d'assistés. Des expériences faites il résulte que la population de chaque maison d'assistance ne devrait pas s'élever à plus de 40 ou 50 personnes. Il est indispensable, pour arriver à reclasser des individus qu'une longue suite de malheurs a découragés, de s'occuper d'eux individuellement, de les pousser un par un dans la bonne voie. La chose est impossible si les assistés sont trop nombreux.

Création d'un réseau d'ateliers sur tout le territoire.

— Il ne suffira pas d'avoir des ateliers en grande quantité ; il faudra aussi qu'ils soient fondés suivant un plan d'ensemble, et non pas créés au hasard, sous peine de voir les efforts se disperser sans profit. Ce qu'il conviendrait le mieux de faire serait d'échelonner les ateliers sur les principaux parcours, et de les relier par des gîtes d'étape, placés à une journée de marche les uns des autres, soit 25 ou 30 kilomètres environ.

Le mendiant qui voudrait se rendre à l'établissement d'assistance aurait du moins la possibilité matérielle de le faire ; on ne verrait plus se produire cette absurdité qui contraint aujourd'hui un indigent à traverser trois départements pour se mettre en règle avec la loi. Mais il vient aussitôt une objection à l'esprit : cela va permettre aux vaga-

Bonds de circuler impunément ; ils pourront toujours invoquer le prétexte qu'ils se rendent au prochain atelier. Aussi sera-t-il nécessaire de préciser les conditions de la circulation des chemineaux. Avant de quitter leur commune, ils devront recevoir du maire un livret qui leur donnera accès dans les gîtes. Le séjour dans ceux-ci serait limité à une nuit et au temps d'y prendre deux repas. Il est désirable que ces gîtes ne se bornent pas à donner une hospitalité momentanée aux ouvriers dans le dénuement. Il ne saurait être question de leur demander de fournir à ceux-ci du travail : telle n'est pas leur destination. Mais il serait bon qu'ils se tiennent au courant des demandes de main-d'œuvre qui se font dans le pays afin de pouvoir les indiquer à leurs hôtes d'un jour. Il faudrait de plus qu'ils prennent note du passage des mendiants afin de reconnaître les professionnels.

Ces refuges existent dans un certain nombre de communes. On en compte environ 4000, qui sont très inégalement répartis sur le territoire. La plupart sont groupés autour de Paris. Les autres se rencontrent principalement dans la direction du Nord-Est et du Sud-Ouest. Ils sont organisés d'une façon très sommaire. Ils consistent ordinairement en une chambre unique, qui tient du violon ou du corps de garde. Ils sont placés sous la surveillance du garde champêtre, dont le rôle se borne à fermer la porte le soir et à l'ouvrir le lendemain matin pour rendre la liberté à ceux qui y ont passé la nuit.

Ces asiles ont été parfois attaqués comme anti-hygié-

niques. On a prétendu que toutes les tares morbides venaient s'y rencontrer, pour le plus grand danger du pays. Cette objection qui, il faut le reconnaître, repose sur des faits, n'est pas insurmontable. Il dépend des municipalités de veiller à ce que soient observées les règles de l'hygiène élémentaire. On peut même répondre aux détracteurs des refuges qu'en y concentrant les mendiants il sera plus facile d'exercer sur eux la surveillance sanitaire et de protéger la région contre les épidémies.

Tel est le réseau dont il faudrait recouvrir la France. Pour couronner l'édifice, M. Lefébure, dans une brochure qu'il envoya en 1895 à tous les conseils généraux préconisait le groupement des départements en région, avec création d'un office central de l'indigence. Celui-ci serait administré par des délégués des conseils généraux, les représentants du pouvoir central, de l'assistance publique et des principales œuvres de la région. Cet office aurait pour but de dénombrer les indigents de la circonscription, et de les classer par catégories. Il n'empiéterait en rien sur les attributions des œuvres charitables ; il se bornerait à seconder et à coordonner leurs efforts.

A la suite de la campagne de M. Lefébure un certain nombre d'offices se sont constitués à Marseille, à Bordeaux, à Lyon, à Lille, à Roubaix. à Clermont-Ferrand, à Nancy, à Cannes, sur le modèle de celui qui fut fondé à Paris par l'initiateur de ce mouvement. Cet Office Cen-

tral de la charité à Paris tient constamment à jour une enquête sur les œuvres existantes, et il est à même d'indiquer immédiatement celles qui répondent le mieux à tel ou tel besoin. Ce même officier tient également à jour une autre enquête sur les pauvres, grâce à laquelle il connaît tous les mendiants professionnels, et peut renseigner sur le champ toute personne sur l'individu auquel elle s'intéresse. On voit quels services pourront rendre ces organes, quand ils auront à leur disposition un système d'assistance bien organisé.

Avant d'en finir avec cette question, il nous paraît intéressant de signaler la tentative originale du département de Vaucluse. En 1896, le Conseil général décida de faire distribuer dans chaque mairie, des bons de travail aux ouvriers de passage. Ceux-ci iraient les présenter aux industriels, aux entrepreneurs ou aux agriculteurs affiliés à l'œuvre. L'employeur paierait à l'ouvrier le salaire courant, et rapporterait les bons à la mairie pour y percevoir une prime à titre d'encouragement. Pareille combinaison était adoptée pour la nourriture des indigents. Chaque commune traiterait avec un hôtelier, qui recevrait une prime pour tout mendiant hébergé et logé. C'était ingénieux ; malheureusement les personnes qui auraient pu s'intéresser à cet essai se dérobèrent pour la plupart.

Admission. — Les quelques maisons d'assistance par le travail qui existent actuellement ont le choix entre trois modes d'admission.

Le plus simple consiste à accepter tout mendiant valide qui se présente ; aucune durée de séjour n'est fixée d'avance ; elle dépend uniquement de l'attitude de l'assisté.

D'autres établissements n'acceptent les mendiants que sur présentation d'un bon de travail. Ces bons de travail sont remis par l'atelier aux personnes charitables qui s'intéressent à l'œuvre, pour être distribués, en guise d'argent, aux mendiants qui viennent demander la charité. Muni de ce bon, dont la valeur peut représenter une, deux ou trois heures, ou même une journée et plus de travail, l'indigent vient se présenter à la maison d'assistance, où on l'emploie conformément au temps indiqué sur le bon. Ce temps écoulé, l'indigent reçoit le salaire correspondant au nombre d'heures de travail qu'il a fournies, et s'en va. Quant à la maison, elle se fait rembourser par la personne qui a délivré le bon, le montant de celui-ci.

La dernière catégorie de maisons d'assistance pratique aussi le système du bon remboursable mais celui-ci n'est pas limitatif de la durée du séjour ; celle-ci dépend de l'exécution d'un travail minimum, correspondant au coût d'entretien journalier de l'assisté. Si celui-ci satisfait aux épreuves qu'on lui impose, il peut, avec un bon de peu de durée, rester dans l'établissement plusieurs semaines.

Si la loi est votée, un seul de ces modes d'admission devra subsister : celui de la porte largement ouverte à

tous. Le système du bon, en effet, ne détruit pas la mendicité ; il l'entretient sous une forme déguisée, un peu supérieure peut-être à ce qu'elle serait autrement, mais qui n'en est pas moins de la mendicité. L'indigent qui ne voudrait travailler ne peut pas aller demander de l'occupation dans les maisons qui émettent des bons : quelle que soit sa bonne volonté il ne serait pas reçu ; il est donc forcé d'aller de porte en porte. S'il connaît quelques adresses de personnes affiliées à l'œuvre, il s'y rendra directement pour recevoir un bon de travail. Mais quelle différence y aura-t-il entre lui et un mendiant ? Au lieu de recevoir quelque menue monnaie métallique, il recevra un morceau de papier équivalent ; celui-ci n'est en effet pas autre chose qu'une traite sur la personne qui le donne et dont le mendiant peut recouvrer la valeur au prix d'un effort souvent insignifiant. Bien mieux. Non seulement les œuvres qui utilisent les bons ne détruisent pas la mendicité, mais elles entretiennent des professionnels qui les exploitent et vivent d'elles sans fournir le moindre travail. Ceux-ci en effet font un véritable commerce des bons, dont ils se procurent le plus grand nombre possible pour les vendre à des camarades d'infortune moins rusés ou plus honnêtes qu'eux.

Malgré cela, en l'état actuel des choses, ces maisons sont assurément utiles ; quoique prêtant flanc à la critique, elles rendent des services en donnant des secours

à ceux qui en ont besoin, et dans le nombre se trouvent toujours des gens intéressants.

Aussi faut-il se réjouir de leur existence, puisqu'il n'y a pas d'organisation qui permette de défendre la mendicité. Mais quand il y aura une loi, si l'État veut la faire appliquer, s'il veut purger la rue des individus qui tendent la main, que ce soit pour demander un sou, ou un bon, et s'il veut se donner le droit de prendre des mesures à l'égard de ceux qui persisteront à le faire, il ne pourra ni créer, ni reconnaître d'utilité publique, ni même subventionner des établissements qui pratiquent un système à la base duquel il y a mendicité. Il faudra, au contraire, que les ateliers auxquels l'État donnera son estampille, qu'il considérera comme les organes chargés d'assurer le bon fonctionnement de la loi, soient d'un accès affranchi de toute formalité. Quiconque sera sans ressources, devra pouvoir y entrer librement. Cela permettra, dira-t-on, aux professionnels d'échapper aux colonies de travail. Périodiquement, ils se rendront dans les maisons d'assistance pour se donner l'apparence de chercher de l'ouvrage, et resteront ainsi en dehors de la loi. Non, si l'on organise les offices centraux d'assistance.

Séjour. — Le séjour doit être court, en raison du caractère essentiellement provisoire de l'assistance. Il doit être de trois ou quatre mois au plus, pendant lesquels l'indigent devra s'employer de son mieux à s'amas-

ser un pécule qui lui permettra de quitter l'établissement, ou à se trouver de l'ouvrage.

Un séjour prolongé, outre qu'il provoquerait l'encombrement des ateliers et empêcherait la réception de nouveaux indigents, risquerait d'endormir l'énergie des assistés, et de leur faire perdre le goût l'existence indépendante.

Cela nous fait préférer le régime de l'externat à celui de l'internat. On dit en faveur de ce dernier qu'il permet d'exercer sur les mendiants une surveillance de tous les instants. Mais, on n'a pas affaire à des professionnels. On est en face de gens non pas corrompus mais seulement découragés, dont la présence volontaire à l'atelier montre qu'ils ne demandent qu'à se bien conduire pourvu que l'on s'occupe d'eux. Aussi nous paraît-il inutile, et même nuisible de leur faire perdre tout contact avec la vie normale. Il y a à craindre qu'ils ne perdent l'habitude de compter sur eux-mêmes et qu'ils ne reprennent trop facilement, au premier ennui, le chemin de l'asile où les attend une vie exempte de tribulations et de soucis.

Travail. — C'est une question plus délicate à résoudre que celle du travail. A quoi peut-on bien employer les mendiants ? L'accord est loin d'être fait sur ce point. Les uns, parmi lesquels M. Flandin, veulent que le travail soit choisi de telle façon qu'il ne crée pas une concurrence fâcheuse au commerce et à l'industrie. Cela semble écarter tout ouvrage un peu compliqué et d'un

bon rapport. D'autres, au contraire, dont M. Dubief dans son livre déjà cité, demandent l'organisation de l'apprentissage dans les maisons d'assistance : « Les ouvriers les plus exposés au chômage, dit M. Dubief, par conséquent qui se transforment le plus aisément en mendiants et en vagabonds sont les manœuvres, sans capacités professionnelles, sans métier appris, ou dont le métier a disparu ; il faut songer à les préparer à des travaux auxquels ils puissent prendre goût en se créant une aptitude ».

D'autres, enfin, réclament des travaux simples et n'exigeant aucun apprentissage. Ils donnent comme réalisant le mieux les conditions exigées le travail du bois (fabrication de margotins), qui est à la portée de tous, offre une rémunération suffisante puisque celle-ci atteint les $\frac{4}{5}$ du salaire de l'ouvrier, et est d'un écoulement assez facile. Le seul point noir est la concurrence que l'on fait aux commerçants. Or les défenseurs de ce genre de travail prétendent qu'il est très facile de l'éviter en prenant pour clients ceux-là même qui vendent des margotins. Les adversaires, par contre, affirment que, depuis que les maisons d'assistance s'en sont mêlées, le commerce des margotins est devenu impossible.

Entre tant d'opinions contradictoires où est la vérité ?

Nous croyons que ceux qui viendront de leur plein gré chercher un refuge à la maison de travail seront des gens qui d'habitude, s'occupe, mais à qui

un évènement quelconque aura fait perdre leur place. Il nous paraît peu probable, contrairement à l'opinion de M. Dubief, que ceux qui fréquenteront les ateliers se recrutent parmi les individus sans métier, errant de chantiers en chantiers, sans se fixer nulle part, autant, et plus peut-être, par goût que par nécessité ; ceux-là iront plutôt grossir le nombre des professionnels, justiciables des colonies. Il importera donc moins d'initier les assistés à un métier que de les reconforter, leur éviter les angoisses de la faim, toujours mauvaise conseillère, et les empêcher de prendre goût à la paresse. Or pour atteindre ce but, point n'est besoin d'une organisation savante du travail. Aussi dirons-nous que les ateliers d'assistance peuvent s'accommoder, mieux que les colonies de répression, de besognes rudimentaires, ou délaissées des ouvriers.

Salaires. — Ce travail, comment va-t-on le payer à ceux qui l'auront accompli ? Le mode le plus naturel paraît être le payement en argent. Pourtant, certains spécialistes de la question préconisent, et quelques maisons d'assistance par le travail pratiquent, sauf toutefois pour ceux qui ont charge de famille, la rémunération en nature. Pour défendre ce mode de rétribution les raisons ne manquent pas : Les ateliers de travail ne sont pas des entreprises industrielles. Ils ont pour but de remplacer la charité, aveugle et inefficace, sinon nuisible au relèvement des malheureux par l'organisation de secours distribués à bon escient, à ceux qui en sont di-

ignes et qui veulent profiter des moyens mis à leur disposition pour se refaire une existence régulière. Or, il n'y a rien là qui légitime le salaire. L'indigent se trouve placé dans des conditions tout à fait différentes de celles de la vie normale. Il n'entre pas à la maison d'assistance pour y gagner sa vie, puisqu'il n'y doit rester que quelques jours ou quelques semaines ; il y va puiser des encouragements, chercher un soutien, et attendre le moment de pouvoir rentrer dans le courant d'existence dont un évènement malheureux, plus fort que sa volonté, l'a expulsé. Que lui faut-il donc ? Simplement trouver le gîte et la nourriture. Il n'a que faire d'argent. Celui-ci lui serait d'ailleurs plutôt funeste, car beaucoup d'assistés, écœurés par une misère opiniâtre, ont souvent cherché l'oubli dans l'alcool, et l'argent qu'on leur donnerait contribuerait à les précipiter plus bas encore.

Enfin, la rétribution en nature permet d'éviter le reproche d'avilissement des salaires.

Nous répondrons immédiatement à ce dernier argument que, pour se faire en nature, le salaire n'en existe pas moins, puisqu'il y a production d'objets jetés sur le marché, et l'on sait la défaveur dont jouissent les salaires en nature, en raison précisément de l'avilissement dont ils sont frappés.

D'autre part, la perspective de gagner un peu d'argent ne saurait manquer de séduire un certain nombre de mendiants qui, sans cela, ne se rendraient peut-être pas à l'atelier d'assistance. L'argent peut même, contraire-

ment à ce que prétendent ceux qui réclament la suppression des salaires en argent pour conserver à l'assistance son caractère moral, l'argent peut même servir de moyen de relèvement par la satisfaction qu'il procure à celui qui l'a gagné au prix de ses efforts.

Enfin, il n'est pas mauvais que les indigents quittent l'atelier munis de quelques économies. Il faut reconnaître toutefois, avec les détracteurs de ce système, qu'il peut y avoir danger à remettre au jour le jour de l'argent à des individus trop facilement portés à le laisser sur le comptoir d'un marchand de vins.

On évitera cet inconvénient en donnant aux assistés externes la somme strictement nécessaire à leur entretien journalier, et en pratiquant pour tous, internes et externes le système du pécule, déjà appliqué dans les dépôts de mendicité.

Placement. — Mais suffit-il de leur assurer le pécule qui leur permettra de vivre en attendant qu'ils aient trouvé une place, et les empêchera de redevenir des mendiants au sortir même de la maison d'assistance ? Il semble bien que tout n'est pas fini, quand l'œuvre a subvenu pendant quelques semaines aux besoins matériels de l'indigent, on lui a rendu courage. N'y a-t-il pas à craindre que, livré à lui-même, celui-ci ne soit pas toujours en état de réagir contre les difficultés de la vie, qu'il ne se rebute dès les premiers échecs qu'il rencontrera, et qu'il retombe au même point que devant.

Pour éviter cet écueil, il est bon de suivre l'indigent au sortir de l'asile et d'assurer ses premiers pas. C'est

pourquoi il faut que l'œuvre de relèvement se complète de celle de placement. Ce n'est certes pas la plus facile. Les personnes qui se dévouent au reclassement des assistés de la maison du XVI^e arrondissement de Paris nous ont dit tous les obstacles qu'elles rencontrent, mais combien aussi cette œuvre est indispensable pour que l'autre, celle de l'assistance par le travail, ne soit pas inutile. Sans doute, on s'expose à bien des mécomptes. Beaucoup de sujets ne réalisent pas les espérances que l'on fonde sur eux et nuisent par là même au placement de leurs camarades. Il y a là un argument de plus en faveur des ateliers à effectifs restreints, dont le personnel sera minutieusement étudié par ceux qui en auront la direction, et ne sera recommandé qu'en connaissance de cause.

Afin d'augmenter les débouchés et de faciliter les placements, il faudra mettre en relation les unes avec les autres toutes les maisons d'assistance, afin qu'elles se prêtent un mutuel concours.

Il pourra souvent se faire, en effet, que, dans une région il n'y ait pas, ou du moins pas assez de places vacantes pour tous ceux qui en demandent, alors que dans la région voisine les offres de travail seront en excès. Les offices centraux de la charité sont tout désignés pour servir d'intermédiaires.

Rapatriements. — Quant à ceux qui, malgré toute cette mise en œuvre ne pourront être pourvus d'un emploi, plutôt que de les renvoyer purement et simple-

ment, fût-ce avec un pécule, il faudra les rapatrier. Ce sera une lourde charge pour les maisons d'assistance, et peu le font à l'heure actuelle ; on devra pourtant y arriver. Replacés dans leur milieu, surtout s'ils sont campagnards, ces déracinés retrouveront peut-être un regain de vie ; s'ils ont encore des parents, des amis, ceux-ci pourront s'occuper d'eux, les aider. De toute façon le sol natal leur sera plus hospitalier que le pavé de la grande ville.

C. — DU CARACTÈRE PUBLIC OU PRIVÉ DES ÉTABLISSEMENTS
D'ASSISTANCE PAR LE TRAVAIL

Nous venons d'examiner l'organisation qui, croyons-nous permettra à la loi de donner le maximum de résultats. Ce plan ne doit d'ailleurs pas être rigide : il ne doit pas se présenter sous la forme d'un règlement inflexible. Les circonstances de temps et de lieux peuvent nécessiter des dérogations temporaires ou permanentes, dont seront seuls juges les personnes qui dirigeront les œuvres d'assistance.

Il faut donc conserver à cette organisation une certaine souplesse, une plasticité qui lui permettra de s'adapter à tous les cas. Or, qui possèdera le plus cette qualité, de l'institution publique ou de l'institution privée ?

La première est généralement jugée avec défaveur ; de tous côtés on prononce sa condamnation. Lors de là

consultation de 1895, plusieurs conseils généraux ont émis l'opinion qu'on ne pouvait appliquer des règlements uniformes à tous les départements. Il faut tenir compte des mœurs et des habitudes locales, ce qu'il est difficile d'obtenir d'une administration fortement centralisée.

Le passage suivant dû à M. Gaufrés, ancien conseiller municipal de Paris nous paraît donner la note exacte sur l'efficacité des mesures administratives en matière d'assistance :

« L'Etat ne procède que par mesures d'ensemble et l'assistance par le travail ne les comporte pas. Si l'on ouvre, dans les grandes villes, des chantiers recevant indistinctement tous les ouvriers qui se présenteront, on obtiendra ni véritable travail, ni véritable assistance. L'assistance sous toutes ses formes mais surtout sous la forme d'atelier de travail ne peut se passer de discernement, de précautions, d'ingéniosité. Elle ne peut donc être purement administrative. »

A cela, les adversaires de l'assistance privée pourront répondre : Voilà plus de trente ans qu'il existe des maisons de travail privées à Paris, qui s'est jamais aperçu que le nombre des mendiants eût diminué ?

Le reproche n'est pas juste. On ne peut demander aux quelques établissements existants, dont certains ont des budgets insignifiants, de triompher d'un fléau dont trois siècles de législation, tour à tour bienveillante ou sévère, n'ont pu venir à bout. Avant de juger ces œuvres

sur le chiffre total des mendiants qu'en un an elles ont tirés de la misère, il faut savoir que le nombre de ces sociétés est infime. Rares à Paris, elle sont, en province presque totalement inconnues. Si au lieu de considérer les résultats d'ensemble, on examine ceux-ci pour chaque œuvre en particulier, on voit que les établissements privés sont des organes parfaitement viables, qui dans la mesure de leurs ressources rendent des services intéressants.

A l'appui de cette assertion nous citerons l'exemple de deux établissements dûs à l'initiative privée : la maison du Haut-de-Saint-Jean (Eure-et-Loir) et celle de l'Union d'Assistance du XVI^e arrondissement, à Paris.

La fondation de la première remonte à 1896. Elle a été reconnue d'utilité publique en 1900. L'œuvre a pour but de donner momentanément de l'ouvrage aux ouvriers français sans travail et sans ressources, et aux détenus libérés. L'art. 4 du règlement intérieur porte que les détenus libérés pourront être admis à l'hospitalisation quels que soient la nature et le nombre des condamnations qu'ils auront subies. La clause était dangereuse ; on ne tarda pas à s'en apercevoir, et l'on revint vite de cette largeur d'idées. Aujourd'hui les ouvriers sans travail qui ont encouru certaines condamnations ne sont admis au Haut-de-Saint-Jean que si leur nombre, ou la nature des peines qu'ils ont encourues ne deviennent pas une cause de désordre dans la maison, et de démoralisation pour les autres hospitalisés. Aussi

leur admission est-elle toujours précédée d'une enquête minutieuse à l'établissement pénitentiaire d'où ils sortent.

D'ailleurs il y a une barrière destinée à arrêter les brebis galeuses : c'est le temps d'épreuve, qui est de dix jours, et peut même se prolonger au-delà, auquel sont soumis tous les postulants. Tout hospitalisé admis à titre définitif doit signer aussitôt l'engagement de rester à la maison six mois au moins. Cette condition est imposée pour écarter résolument tous ceux qui ne se sentent pas animés de sérieuses intentions. Nous avons déjà dit les reproches que l'on peut formuler contre les hospitalisations de longue durée. La société y répond, par la plume de M. Albert Rivière, en disant que son but est de sauver ceux jugés dignes d'intérêt, et non de recueillir un très grand nombre de pensionnaires. Il semble que l'un n'empêche pas l'autre. Aussi faisons-nous nos réserves sur cette disposition. Mais si elle réduit le nombre des assistés, elle n'infirmes pas la valeur des résultats.

Le travail se fait autant que possible à la tâche. Celui-ci est en effet plus moralisateur que le travail à la journée. Il consiste essentiellement, d'une part, en la fabrication de chaussons, de ciment, en ouvrages de réparations par des ouvriers tailleurs, d'autre part en l'exploitation d'un demaine agricole de sept hectares. Le salaire journalier moyen a été en 1909 de 1 fr. 41. Sur cette somme on retient 0 fr. 75 pour l'entretien des

assistés. Le reste est destiné à former un pécule remis à l'indigent partie sous forme de prêts facultatifs les dimanches et jours de fêtes, ou de rations de tabac, partie quant ils quittent l'établissement. En raison du stage assez long qu'ils font dans celui-ci, ils emportent des pécules relativement élevés ; certains atteignent 85 fr. Le pécule moyen emporté par les hommes sortis régulièrement de la maison est de 61 fr. 35.

Ce taux a une tendance à diminuer par suite de l'admission consentie d'un certain nombre de non-valeurs. Il y a là un écueil grave. Il faut que le comité de direction réagisse énergiquement contre cette faiblesse, inspirée d'ailleurs par l'humanité, sous peine de voir cette œuvre subir le sort des dépôts de mendicité. Ce serait profondément regrettable, car jusqu'à présent, elle a donné des résultats des plus intéressants. Au cours de l'année 1909 elle a admis 1185 personnes. L'effectif moyen des assistés a été durant toute l'année de 21. Ce chiffre peu élevé est tout à fait conforme au caractère en quelque sorte individuel que doit avoir l'assistance par le travail ; on ne peut que regretter qu'il ne se renouvelle pas plus souvent.

L'établissement ne se borne pas à donner aux indigents l'hospitalité et le moyen de se constituer quelques économies. Elle s'occupe très activement de les placer et de les rapatrier. Sur 92 internés sortis au cours de 1909, 7 ont été placés, 13 ont été engagés ou rengagés dans l'armée. Ce dernier mode de placement a jusqu'à

présent donné d'excellents résultats. Enfin 6 indigents ont été rapatriés dans leur famille. Cela fait donc 26 personnes, presque le tiers de la population sortante, dont le lendemain a été assuré. Les autres ont quitté la maison avec un pécule plus ou moins considérable. Huit pensionnaires seulement ont été exclus.

Supposons maintenant qu'au lieu d'un établissement de ce genre pour tout le département d'Eure-et-Loir, il y en ait par exemple un par arrondissement. Au bout de quelques années de fonctionnement, on devine quel soulagement ils apporteraient à la région.

Tout aussi encourageants sont les résultats obtenus par l'Union d'assistance du XVI^e arrondissement. Le mode d'admission est le système du bon. La société en émet plusieurs sortes : le bon fermé, qui a la valeur que lui donne la personne qui en dispose. Il peut servir soit à la distribution d'un secours, soit à une demande de renseignements.

Il y a le bon de 0,50 et celui de 0,25 de travail, réunis en carnets et remis gratuitement aux associés. Ceux de 0,25 sont en outre à la disposition du public. Il y a enfin le bon de nourriture surveillée, d'une valeur de 0,10 également à la disposition du public.

Quand un indigent se présente avec un bon, l'œuvre double la valeur de celui-ci, c'est-à-dire qu'elle donne à faire à l'intéressé un travail double de celui que comporte le bon, et dont elle prend la moitié à sa charge.

La maison reçoit principalement des hommes. Pour

les femmes, elle a un ouvroir situé dans un autre local. Un assez grand nombre d'assistés sont envoyés par les bureaux de bienfaisance de certains arrondissements de Paris. Ceux-ci, après arrangement avec l'œuvre du XVI^e arrondissement, au lieu de se borner à remettre aux indigents un secours en argent, font meilleure besogne en leur donnant des bons de travail de l'Union d'assistance. En 1910-1911, le bureau de bienfaisance du XVI^e a remboursé à l'établissement 1231 fr. 25 de bons délivrés par lui ; le bureau du XIV^e 686 fr. 80, celui du IV^e, 1457 fr. 85. Ainsi s'établit un lien entre l'assistance publique et la bienfaisance privée. Toutes les mairies ne suivent pas, malheureusement cet excellent exemple. Il en est qui s'entêtent dans un refus systématique et inexplicable.

Les hommes sont répartis, suivant leurs aptitudes, en deux ateliers, celui des ligots et celui de la serrurerie.

Le travail, qui se fait à la tâche, est divisé méthodiquement entre les divers ouvriers. Dans l'atelier des ligots, le bois, après avoir été cubé, est livré à une équipe qui, au moyen d'une scie mécanique, le coupe en morceaux de la longueur des ligots. Ces morceaux sont mis, en nombre comptés, dans des paniers et donnés à d'autres assistés qui les fendent en bûchettes ; chaque fois qu'un travailleur a vidé un panier, il a droit à 0 fr. 25. Le contenu de ces paniers est ensuite remis à d'autres ouvriers qui, à l'aide de moules très ingé-

nieux et que plusieurs autres maisons d'assistance de Paris ont été très heureuses de prendre comme modèles, réunissent les bûchettes en ligots. Le contenu d'un panier doit leur donner 25 ligots, qui leur sont payés à raison de 0 fr. 01 l'un.

Les ligots une fois confectionnés sont finalement envoyés à ceux qui les trempent dans le goudron ou les réunissent par paquets de cinq. Ils sont, pour la plus grande partie, vendus à des commerçants.

Quant à l'atelier de serrurerie, il reçoit des ouvriers à qui leur âge ou leur faiblesse de santé permettent difficilement de trouver à se placer. Ceux-là touchent de meilleures journées que les premiers, car ils font un travail moins banal. Les principaux objets fabriqués dans cet atelier sont : des porte-chapeaux, des gâches pour tuyaux de plomb (c'est la spécialité de la maison), des boulons supports forgés, pour tuyaux, des poinçons pour machines à percer.

Au cours de l'exercice 1910-1911, la maison de travail a reçu 774 assistés. Ils se sont partagés 26.317 fr. 55 de salaires, soit en moyenne 34 fr. par tête. A ce salaire s'ajoute une soupe gratuite. Les assistés ont de plus la faculté de prendre un repas à la maison. Le prix en est excessivement modique, 0,35, et nulle part ailleurs les intéressés ne pourraient trouver l'équivalent à si bon compte.

Outre la cantine, l'établissement possède un vestiaire, où, pour sept francs les ouvriers peuvent s'habiller des

pieds à la tête. Tous les soirs, ils laissent une légère part de leur salaire à la maison, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire à l'acquisition du vêtement qu'ils désirent.

Il est difficile de donner une indication sur la durée du séjour des assistés. Certains ne font que passer ; d'autres, en raison de l'intérêt qu'ils présentent, sont gardés pendant des semaines, jusqu'au jour où ils ont trouvé un emploi. Pendant la matinée, ils ont la faculté de chercher de l'ouvrage, mais l'œuvre ne les laisse pas sans seconder leurs efforts. Elle s'occupe de les placer, et c'est sur ce point que porte le principal de ses efforts. Il nous a été donné d'assister à une séance du comité de patronage ; nous avons vu défiler des malheureux qu'un coup de tête ou un moment d'irréflexion ont jeté sur le pavé de la capitale ; c'est un sous-agent des postes révoqué pour indiscipline ; c'est un jeune breton qui a quitté sa famille pour faire son tour de France ; c'est un dessinateur qu'a piqué la tarentule du théâtre, d'autres encore que la maladie ou l'inconstance ont chassé de leur place. Pour réparer les conséquences du manque de pondération et de bon sens chez des gens qui ne leur sont rien et qu'ils ne connaissent pas, nous avons vu ce que d'autres ont payé de leur personne, les multiples démarches qu'ils se sont imposées, et nous avons trouvé là une confirmation de l'idée qu'un personnel administratif, indifférent par essence, conviendrait mal à remplir une mission toute de générosité et de dévouement.

Mais, objectera-t-on, le principe de ces œuvres privées est la charité « don volontaire qu'on limite à sa guise, alors qu'il s'agit de justice et d'intérêt social ». (M. Tixier, dans la *Revue Bleue*). Aussi ne prétendons-nous pas qu'il faille abandonner la charité privée à sa seule initiative et à ses seules ressources. La société doit intervenir. M. le Pasteur Robin, qui fut le grand apôtre de l'assistance privée par le travail, reconnaissait lui-même, après expérience faite, que, réduite à ses propres facultés et elle est impuissante à réaliser le but qu'elle poursuit. Il faut qu'on lui prodigue des encouragements matériels, qu'on lui facilite les moyens de s'exercer. C'est sous cette forme qu'il faut souhaiter de voir se produire l'intervention des collectivités administratives prévue par les projets de loi actuels. Quelque intéressant que soient les essais tentés jusqu'à présent par quelques municipalités, comme le refuge Nicolas-Flamel et la colonie agricole de la Chalmelle, pour le département de la Seine, on ne doit pas désirer de voir ce mode se généraliser. Qu'au contraire les communes et les départements favorisent la naissance des établissements privés par des subventions, par des concessions de bâtiments et de terrains. C'est, pour eux, la meilleure manière de faire œuvre utile.

Si les deux institutions dont nous avons parlé sont dans une situation prospère, c'est qu'elles n'ont pas à ne compter que sur elles. La maison du Haut-de-Saint-Jean a reçu, pour l'exercice 1909-1910, 1400 fr. de l'Etat,

2,500 du département d'Eure-et-Loir, 2673, des communes et des bureaux de bienfaisance.

L'Union d'assistance du XVI^e arrondissement a, de son côté, touché 4000 fr. de subvention. Il faut ajouter qu'elle recrute ses adhérents dans le quartier le plus riche de Paris.

Que l'Etat, les départements, ou les communes subviennent là où manque l'argent des particuliers. et ce ne sont pas les bonnes volontés qui manqueront.

CHAPITRE IV

Coût d'application de la loi

M. le Rapporteur de la commission parlementaire calcule que, pour commencer, il suffirait de fonder une douzaine de colonies de travail. Celles-ci seraient organisées suivant le modèle le plus simple. On se garderait de retomber dans l'erreur qui fit construire, il y a quelques années, des prisons excessivement coûteuses et dont le confort était presque un défi à l'honnêteté.

De plus, on utiliserait les établissements religieux laïcisés, les anciens dépôts de mendicité, des maisons de détention. Les modifications et les réparations seraient dans la mesure du possible, faites par les colons eux-mêmes, comme en Belgique. On arriverait ainsi à une dépense totale d'une dizaine de millions. Le prix est

minime et séduisant, mais il nous paraît fort au-dessous de la réalité.

Tout d'abord, nous ne comprenons pas pourquoi douze colonies suffiraient au début. On ne compte pourtant pas que l'application de la loi aura pour conséquence de développer le nombre des mendiants.

Pourquoi, dès lors, commencer par des demi mesures sur lesquelles on restera peut-être, renouvelant la triste expérience des dépôts. Il est manifeste que douze colonies sont insuffisantes pour faire face aux nécessités de la situation. Il y a en France, en effet, 400.000 individus environ vivant de la charité. Sur ce nombre, l'honorable rapporteur de la commission estime que 3 o/o seulement utiliseront volontairement les œuvres d'assistance par le travail, soit 12.000. Resteront donc 388.000 réfractaires. Admettons, pour mettre les choses au mieux, que parmi eux, une quarantaine de mille tombent sous le coup de la loi d'assistance du 14 juillet 1905. Il y aura encore, au bas mot, 350.000 mendiants ou vagabonds relevant des colonies de travail. Si l'on établit les calculs d'après les statistiques de l'établissement belge de Merxplas, qui hospitalise un peu plus de 3.000 individus, on voit que la douzaine de colonies prévues donne un effectif de détenus bien éloigné de ce qu'il devrait être. Si la détention était limitée à quelques semaines, au bout desquelles le mendiant réconforté, remis dans le bon chemin, reprendrait une existence régulière, il suffirait d'un petit nombre d'établissements

pour purger en quelques années la France de ses parasites. Mais le plus court internement prescrit est de deux ans, par conséquent, si, au lendemain de la promulgation de la loi on applique celle-ci avec vigueur, on aura tôt fait de remplir les colonies, et il faudra attendre au moins deux ans avant de prononcer de nouvelles condamnations. Aussi semble-t-il que ce ne serait pas exagérer que de créer une colonie par département. On arriverait cette fois à une dépense beaucoup plus importante, qui, au premier abord, peut faire hésiter. Un rapide aperçu sur ce que coûte chaque année à la France l'armée du vagabondage, aura vite dissipé ces appréhensions.

En 1906, M. Monicault a calculé que dans une commune du département de l'Ain, le tribut prélevé par les mendiants et les vagabonds équivalait à 0 fr. 87 centimes additionnels. D'une manière générale, on peut estimer que chacun d'eux obtient en moyenne, tant en nature qu'en espèce 1 fr. par jour, ce qui fait pour l'ensemble 350.000. (Nous laissons de côté ceux que nous supposons relever de la loi d'assistance aux vieillards ou devoir s'adresser aux œuvres d'assistance par le travail). En une année, la rançon payée à ces exploiters de la charité s'élève à 127.750.000 fr. sans tenir compte de toutes les déprédations dont sont victimes notamment les campagnards. Or, supposons que l'on crée quatre-vingt-six colonies de travail. M. Reville fixe à 800.000 francs le prix de revient de chacune, mais il semble bien que l'on

puisse rester au-dessous de cette somme ; la Belgique a fait une avance de 600.000 francs seulement. Pour éviter toute déception, prenons les chiffres de M. Réville. On arrive à une mise de fonds de 68.800.000 francs, somme inférieure de près de moitié à ce que coûtent annuellement les mendiants ; et tandis que l'énorme prélèvement fait par eux se renouvelle chaque année, la dépense de 68.800.000 francs serait faite une fois pour toutes. Les projets de loi prévoient que les reclus suffiraient à leur entretien par leur travail, et l'exemple de la Belgique nous montre que cet espoir n'est pas chimérique. Aujourd'hui, en effet, l'entretien des vagabonds et des mendiants ne coûte plus rien à nos voisins. Bien mieux, le travail des détenus paye la subsistance des vieillards et des infirmes. On voit quelle grosse économie cette loi fera faire à la société.

Quant à l'assistance par le travail, son prix de revient serait bien moins élevé. En premier lieu, le nombre des assistés serait incomparablement plus faible que celui des détenus. D'autre part les frais d'installation des locaux seraient minimes ; ils n'auraient rien, en importance et en étendue, des colonies de travail. Il suffirait de constructions légères, peu considérables, étant donné le petit nombre d'individus qu'il convient d'admettre dans chaque atelier. Enfin, en supposant que l'entretien journalier des assistés, déduction faite du produit de leur travail, revienne à 1 fr. (et il est probable que l'on

peut arriver à réduire sensiblement cette somme), cela fait ressortir la dépense annuelle, pour 12.000 indigents, à deux millions cent quatre-vingt-dix mille francs. C'est à peu près ce qu'ils coûteraient à la collectivité s'ils étaient en liberté ; mais à cette somme il faudrait ajouter le prix de leurs méfaits, de leurs rapines de toutes sortes ; de plus on les empêchera d'aller grossir l'armée des professionnels ou des malfaiteurs, et ce n'est pas le moindre avantage.

An total, l'application de la loi occasionnerait au maximum une dépense de 68.800.000 francs une fois versés, plus une somme qui serait la première année de 2.190.000 francs, et irait certainement en décroissant. Dès la première année, la société ferait une économie de près de 60.000.000 de francs, et cette somme serait plus que doublée les années suivantes. A ces résultats, il faut ajouter la tranquillité que retrouveraient nos campagnards, dont les poulaillers ne seront plus pillés, les jardins dévastés, les fermes incendiées, les femmes et les enfants menacés.

Du point de vue pratique, comme du point de vue moral dans l'intérêt de la société, comme dans celui des mendiants, le projet adopté par la commission parlementaire se présente sous le jour le plus favorable.

CONCLUSIONS

Ce que les dépôts de mendicité n'ont su faire, les colonies de travail et les ateliers d'assistance le feront-ils ? Nous n'osons l'affirmer. Nous avons essayé de montrer que l'on pouvait tirer de ces institutions le meilleur parti. Mais, en profitera-t-on ? Les raisons qui firent échouer les dépôts se retrouvent à peu près les mêmes quand il s'agit des colonies. Créera-t-on ces dernières en assez grand nombre ? En fera-t-on vraiment des maisons de travail, ou des annexes de la prison ? Mettra-t-on à leur tête des directeurs capables, ou des favoris ? Les colonies auront sur les dépôts un seul avantage, celui d'être débarrassés des vieillards et des infirmes, en raison de la loi du 14 juillet 1905. Encore ne faut-il jurer de rien.

Dès lors est-ce bien la peine de changer la loi ? Nous

croyons que oui. Nous en avons déjà indiqué une raison : les dépôts excluent les vagabonds, ce qui est évidemment une lacune. De plus, le code pénal, en punissant les mendiants d'habitude arrêtés dans un département où il n'y a pas de dépôt, se montre d'une sévérité absolument injustifiée. Enfin le projet définitif fait officiellement appel au concours de la bienfaisance privée, et il est permis de fonder sur cette collaboration un sérieux espoir.

Faut-il maintenant croire que, tout allant pour le mieux, les colonies créées en abondance et dirigées avec la compétence la plus haute, la mendicité et le vagabondage vont être extirpés ? Non ; les effets du mal seront corrigés, mais ses racines vivront toujours. Sans doute verra-t-on circuler moins de mendiants et de vagabonds, peut-être même ceux-ci, après un stage de quelques années dans les colonies, seront-ils transformés en honnêtes travailleurs. Mais les chômages, mais les maladies, mais les accidents, mais l'école buissonnière seront toujours là pour fournir un aliment à cette population de parasites, et ce sera, chaque année, une somme d'énergie perdue pour le pays. A cela les colonies et les ateliers de travail ne peuvent rien ; ils ne donnent donc pas toute la solution du problème.

Il faut chercher celle-ci dans le règlement des conflits entre employeurs et employés, dans l'extension et l'amélioration des assurances ouvrières, dans l'organisation des bureaux de placement, dans l'application de la

loi sur l'instruction obligatoire, en un mot, dans tout ce qui peut empêcher la paresse de naître et de se développer.

C'est tout un programme social à réaliser, dont l'achèvement délivrera le législateur du souci d'organiser des colonies de travail.

Vu : Le Président de Thèse,
H. BERTHÉLEMY

Vu : Le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'Imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

Les dépôts de mendicité

CHAPITRE I. — <i>Les dépôts de mendicité avant le décret du 5 juillet 1808</i>	1
CHAPITRE II. — <i>Le décret du 5 juillet 1808</i>	15
CHAPITRE III. — <i>Fonctionnement de l'institution, de 1808 à nos jours</i>	21
CHAPITRE IV. — <i>Etat actuel des dépôts</i>	29
CHAPITRE V. — <i>Causes de l'échec des dépôts</i>	49

DEUXIÈME PARTIE

Les réformes proposées

CHAPITRE I. — <i>Comment se pose actuellement la question devant le législateur. Les projets et leur principe</i>	61
---	----

CHAPITRE II. — <i>Mendiants professionnels</i>	65
A. Cellules, et colonies de travail.....	65
B. Organisation du travail dans les colonies de travail.....	76
CHAPITRE III. — <i>Mendiants accidentels</i>	89
A. Les ateliers d'assistance.....	89
B. Principes généraux de l'organisation de l'assistance par le travail.....	93
C. Du caractère public ou privé des établissements d'assistance par le travail.....	107
CHAPITRE IV. — <i>Coût d'application de la loi</i>	119
CONCLUSION.....	125
TABLE DES MATIÈRES.....	131

Imprimerie spéciale de la Librairie OLLIER-HENRY
26, Rue Monsieur-Leprince. — Paris.
